

# CAMEROUN

---

Le Cameroun, qui compte environ 19 millions d'habitants, est une république dominée par un régime présidentiel fort. Bien que le pays applique un système multipartite de gouvernance, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) s'est maintenu au pouvoir depuis sa création en 1985. Le Président détient un certain pouvoir de contrôle sur la législation et gouverne par décret. En 2004, le chef du RDPC, Paul Biya, a été réélu président de la République, poste qu'il occupe depuis 1982. Cette élection a été entachée d'irrégularités, notamment au niveau des inscriptions sur les listes électorales, mais les observateurs ont conclu à l'absence d'incidence significative sur les résultats. Selon les observateurs nationaux et internationaux, les élections législatives et municipales de 2007 ont, elles aussi, été marquées par d'importantes insuffisances, notamment des entraves à l'inscription sur les listes électorales et l'absence de mesures adéquates contre la fraude électorale. Des éléments des forces de sécurité ont parfois agi indépendamment de l'autorité civile.

De nombreuses atteintes aux droits humains ont été signalées. Notamment, des éléments des forces de sécurité ont commis des meurtres ; des éléments des forces de sécurité ont torturé des détenus et des prisonniers, les ont bastonnés et leur ont infligé d'autres formes de mauvais traitements ; les conditions carcérales ont été rudes, mettant la vie des personnes détenues en danger ; les autorités ont arrêté et détenu arbitrairement des citoyens militant en faveur de la sécession, des observateurs et des militants locaux des droits humains, des personnes ne portant pas sur elles leur carte d'identité nationale, et bien d'autres citoyens. On a signalé des cas de détention préventive prolongée, parfois avec mise au secret, et des cas d'atteinte à la vie privée. Les pouvoirs publics ont harcelé et emprisonné des journalistes ; ils ont restreint la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de réunion et la liberté d'association, et ont entravé la liberté de mouvement. Les agents publics ont été corrompus à tous les niveaux. Les femmes ont été victimes de violences et de discriminations sociétales ; il y a eu des cas de mutilations génitales féminines (MGF), de traite d'êtres humains, principalement des enfants et de discrimination à l'égard des Pygmées, des homosexuels et des lesbiennes. Les pouvoirs publics ont limité les droits des travailleurs et les activités des syndicats indépendants. Le travail des enfants, la servitude héréditaire et le travail forcé, notamment celui des enfants, allongent la liste des problèmes rapportés.

## **RESPECT DES DROITS HUMAINS**

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

:

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Durant l'année, aucun assassinat à caractère politique par l'État ou ses agents n'a été signalé ; toutefois, des éléments des forces de sécurité ont ôté la vie à des citoyens. Dans certains cas, les pouvoirs publics ont mené des enquêtes et puni les coupables.

Le 11 février à Bandjoun, dans la région de l'Ouest, deux gendarmes ont abattu Francine Laure Kamdem Kamga, élève au lycée bilingue de la localité. Le 15 avril, le secrétaire d'État en charge de la Gendarmerie a publié un communiqué de presse signalant l'arrestation et la détention des deux gendarmes. Ces derniers ont par la suite été inculpés par le tribunal militaire. À la fin de l'année, ils étaient encore en détention provisoire à la prison centrale de Bafoussam.

Début mars, un officier de police en service au Commissariat central de Garoua a abattu son épouse lorsque cette dernière est rentrée à une heure tardive de la nuit ; des voisins sont intervenus pour maîtriser le policier et le remettre à la police. Une enquête était encore en cours à la fin de l'année.

Selon le *Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2009*, qui a été publié au cours de l'année, les pouvoirs publics ont engagé des actions judiciaires contre au moins quatre agents des forces de sécurité accusés d'exécutions arbitraires en 2009. Ce rapport ne donne aucune indication sur la date à laquelle les exécutions ont été commises, ni sur l'identité des victimes. En janvier 2009, le Tribunal militaire de Yaoundé a prononcé la peine capitale contre le soldat Emmanuel Ahidjo, reconnu coupable de meurtre qualifié. En mai 2009, le major Emile Bankou a été condamné à 18 mois d'emprisonnement pour meurtre involontaire. Toujours en 2009, l'inspecteur de police Ernest Ngomsia a été condamné à trois ans d'emprisonnement pour meurtre involontaire, tandis qu'un quatrième agent des forces de sécurité a été acquitté de meurtre. On n'a pas pu obtenir de plus amples informations sur les faits.

L'enquête sur l'assassinat, en octobre 2009, de Jean Baptiste Kamgaing par un gendarme n'a connu aucune évolution.

Olivier Villot Ehongo, ancien officier de police recherché pour le meurtre, en novembre 2009, de son épouse Martine Virginie Ehongo, était toujours en fuite.

## CAMEROUN

---

Les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure en ce qui concerne les meurtres perpétrés par des éléments des forces de sécurité lors des émeutes de 2008, au cours desquelles plus de 200 personnes ont perdu la vie, selon des sources non gouvernementales (ONG).

Le 10 août, le Tribunal de grande instance de Yaoundé a repris les audiences concernant le meurtre, en 2006, de Grégoire Diboule, meurtre qui aurait été commis par Ni John Fru Ndi, le président du Social Democratic Front (SDF), et 21 autres responsables du SDF appartenant à une faction rivale. Tous les 21 accusés ayant été absents (bien que leurs avocats aient comparu en leur lieu et place), l'audience a été reportée. On l'avait reportée quatre fois en 2009.

Des actes de justice populaire ciblant des personnes soupçonnées de vol ont occasionné quatre morts ; 18 personnes avaient perdu la vie suite à de telles violences en 2009. La frustration des populations face à l'inefficacité de la police et à la libération sans inculpation de nombreux individus arrêtés pour des crimes graves a largement contribué à l'essor de ce phénomène.

Le 8 mars, des habitants du quartier Bonapriso à Douala, dans le département du Wouri, Région du Littoral, ont battu à mort un brigand qui avait essayé d'étrangler un conducteur de moto taxi. Une enquête était encore en cours à la fin de l'année.

Le 2 juillet, des habitants de Wone Bakundu, un village du département de M'passa, dans la Région du Sud-ouest, ont enterré vivant Martin Njumbe Ikose, accusé d'avoir tué son neveu par la sorcellerie. La Gendarmerie a appréhendé les coupables. Une enquête était encore en cours à la fin de l'année.

### b. Disparition

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée au cours de l'année.

### c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; cependant, des rapports dignes de foi ont signalé que des éléments des forces de sécurité ont torturé, battu, harcelé et commis d'autres abus sur des citoyens, des prisonniers et des détenus, même si le nombre de cas enregistré était inférieur à celui des années précédentes. Des éléments des forces de sécurité auraient également maltraité des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils auraient par ailleurs gardé et torturé des

## CAMEROUN

---

individus dans les cellules de détention provisoire de la police, de la gendarmerie et de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE).

Le 20 février, un affrontement opposant des pêcheurs à trois agents de l'unité d'élite Delta du Bataillon d'intervention rapide (BIR) a éclaté dans le quartier Down Beach à Limbé, qui abrite l'une des principales bases du Bataillon. Les pêcheurs, semble-t-il, selon des responsables militaires, avaient molesté un agent du BIR. Le 21 février, des éléments du BIR ont effectué une descente sur le quartier Church Street où habitaient ces pêcheurs, et ont confisqué de nombreux téléphones portables appartenant à des pêcheurs. Le 23 février, ces agents ont effectué une deuxième descente sur le quartier des pêcheurs et, sans discernement, ont bastonné des résidents et détruit des véhicules ; 24 personnes ont été blessées et trois d'entre elles ont été transférées dans un centre de soins intensifs. Le 15 mars, le ministre délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense, Edgard Alain Mebe Ngo'o, a licencié 19 agents du BIR pour indiscipline et violence contre des civils. Trois des agents licenciés ont été condamnés à 60 jours d'emprisonnement pour incitation à la violence contre des civils. Le ministre a également annoncé que 13 autres agents ont été condamnés à 45 jours d'emprisonnement et que leurs trois commandants ont écopé chacun de 20 jours de détention.

D'après le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), des agents de sécurité ont usé de la torture au mois de février pour obliger un journaliste à révéler ses sources d'information (voir section 2.a).

Le 3 mai, des éléments de la police ont bastonné plusieurs journalistes qui se rendaient à un sit-in (voir section 2.b).

Le 9 mai, les agents Eric Bago et Sadiou (certains citoyens ne possèdent qu'un nom) du Cinquième Bataillon d'intervention rapide(BIR) basé à Ngaoundéré, dans le département de la Vina, Région de l'Adamaoua, ont sauvagement bastonné un conducteur de moto taxi qui ne demandait qu'à être payé après les avoir transportés. La police a interpellé les deux coupables, qui ont été par la suite transférés au Tribunal militaire de Garoua dans la Région du Nord. À la fin de l'année, ils étaient encore détenus dans l'attente de l'enquête.

Le 23 juillet à Yaoundé, dans le département du Mfoundi, Région du Centre, six éléments du BIR ont sévèrement tabassé un commerçant retrouvé sur une rue où une altercation s'était produite entre un soldat et des habitants du quartier. Une foule est alors intervenue et a maîtrisé deux soldats, lesquels ont par la suite été

## CAMEROUN

---

transférés à la brigade de gendarmerie du quartier. L'affaire a été portée devant la direction de la Justice militaire pour enquête approfondie, et les deux soldats ont été remis en liberté dans l'attente des résultats de l'enquête.

Il n'y a pas eu de nouveaux développements concernant les bastonnades perpétrées par des éléments des forces de sécurité en 2009, notamment : celles perpétrées en janvier par des nouvelles recrues des forces de sécurité sur une vingtaine d'habitants de Nsoh (Bafut), dans la Région du Nord-ouest, et celle infligée par des éléments de la police à Freddy Nkoue, un journaliste camerounais travaillant pour le compte d'une chaîne de télévision privée basée à Douala.

Des ONG ont entrepris des efforts pour rassembler les données nécessaires en vue d'une plainte formelle contre les éléments des forces de sécurité impliqués dans l'usage excessif de la force durant les émeutes de 2008. Ces ONG n'ayant pas pu obtenir d'informations sur l'identité des coupables, leurs efforts ont été vains.

### Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions carcérales sont demeurées rudes et dangereuses. De nombreuses organisations internationales de défense des droits humains et certains membres du personnel carcéral ont rapporté que la torture est monnaie courante. Dans la prison de New Bell à Douala et dans d'autres centres de détention à sécurité minimale, des gardiens ont infligé des bastonnades aux détenus, dont certains, selon certaines indications, auraient été enchaînés et parfois flagellés dans leurs cellules. En mai 2009, par exemple, lors d'une visite de cet établissement, des responsables étrangers ont constaté que des prisonniers indisciplinés et violents étaient enchaînés dans une minuscule cellule disciplinaire. Dans cette cellule, semble-t-il, les prisonniers étaient bastonnés et privés de nourriture. Certains rapports indiquent que les forces de sécurité ont fait subir aux prisonniers et aux détenus des traitements dégradants, consistant notamment à les déshabiller, les enfermer dans des cellules fortement surpeuplées, leur refuser l'accès aux toilettes et autres installations sanitaires, et les passer à tabac pour tirer d'eux des aveux ou des renseignements sur des présumés criminels.

Des gardiens et des ONG ont signalé des cas de viol entre détenus. Les personnes incarcérées à la prison de New Bell en raison de leur homosexualité ont été victimes de discrimination et de violence de la part des autres détenus.

Les prisonniers ont été logés dans des locaux délabrés datant de l'ère coloniale, où la population carcérale est quatre à cinq fois supérieure à la capacité prévue. Ce

## CAMEROUN

---

surpeuplement a été exacerbé par le grand nombre de détenus en détention provisoire prolongée. À la fin de 2009, on dénombrait 23 368 détenus dans les 72 prisons du Cameroun, qui avaient été prévues pour 15 250 personnes. Les données statistiques publiées par les pouvoirs publics en mai indiquent que les 10 prisons centrales, d'une capacité collective de 4 242 personnes, comptaient à elles seules 12 510 détenus. Selon les statistiques de l'administration pénitentiaire, la prison de Kondengui à Yaoundé, construite au départ pour 1 000 détenus environ, en abritait 3 964 en mai.

Les insuffisances observées dans toutes les prisons en matière de soins de santé et d'hygiène sont demeurées un problème majeur. Les soins de santé et les soins médicaux ont été quasi inexistantes dans les prisons et les cellules de détention des postes de gendarmerie et de police. En 2008, la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) avait révélé que l'allocation alimentaire quotidienne par prisonnier était de moins de 100 francs CFA (environ 20 centimes). Les familles étaient censées apporter de quoi manger à leurs parents incarcérés. La prison de New Bell disposait de sept robinets à eau pour environ 2 813 détenus, ce qui a contribué au manque d'hygiène, à la maladie et aux décès.

La corruption était largement répandue au sein du personnel pénitentiaire. Des personnes en détention préventive ont rapporté que parfois, des gardiens les obligeaient, sous menaces, à payer des « frais de cellule » pour éviter de nouveaux sévices. Des prisonniers ont versé des pots-de-vin à certains gardiens de prison, en échange de faveurs ou d'un traitement spécial, y compris une mise en liberté temporaire.

L'administration pénitentiaire a reconnu la rudesse des conditions carcérales dans un document présenté aux missions diplomatiques le 29 juin. Ce document révèle un certain nombre de problèmes: surpeuplement des établissements carcéraux, insalubrité et mauvais entretien des locaux, fuites d'eau du toit, toilettes et lits en nombre insuffisant, manque d'eau et d'électricité, rareté des produits pharmaceutiques, manque de cuisines appropriées, inexistence de voies d'évacuation des eaux usées et manque de désinfectants.

N'étant pas en mesure de payer leurs amendes, certains prisonniers ont été maintenus en détention après avoir purgé leur peine ou reçu du tribunal une ordonnance de mise en liberté. En 2009 par exemple, plus de 100 prisonniers sont restés dans la prison de New Bell alors qu'ils avaient déjà purgé leurs peines. Les prisons de Buéa et de Kumba ont également continué à retenir des personnes qui avaient purgé leur peine.

## CAMEROUN

---

Au mois de mai, les 10 prisons centrales du pays renfermaient 480 mineurs, dont 406 en détention préventive, et 234 femmes, dont 163 en détention préventive.

Deux prisons distinctes et quelques centres de détention provisoire sont réservés aux femmes. Toutefois, dans les postes de police et de gendarmerie, les femmes ont été régulièrement détenues avec les hommes, parfois dans les mêmes cellules. Les mamans choisissaient parfois d'être incarcérées avec leurs enfants lorsque ceux-ci étaient très jeunes ou lorsqu'il n'y avait pas d'autres options pour leur garde. Les détenus juvéniles étaient souvent incarcérés avec les adultes, parfois dans les mêmes cellules ou dans les mêmes quartiers. Selon certains rapports dignes de foi, des détenus adultes auraient abusé sexuellement de leurs jeunes codétenus. Les personnes en attente de procès étaient systématiquement incarcérées dans les mêmes cellules que les criminels déjà condamnés. Certains prisonniers de renom, notamment des fonctionnaires incarcérés pour corruption, étaient séparés des autres et jouissaient d'un traitement relativement moins hostile.

Dans les cellules de détention provisoire des postes de police et de gendarmerie, hommes, femmes et enfants étaient détenus ensemble. De façon générale, les détenus étaient privés de nourriture, d'eau et de soins médicaux. Ceux dont les familles avaient été informées de l'incarcération dépendaient de celles-ci pour satisfaire leurs besoins en nourriture et médicaments. Le surpeuplement était courant. Des gardiens des centres de détention ont accepté des pots-de-vin de la part des détenus en échange de l'accès à de meilleures conditions, telles que la permission de rester dans un bureau plutôt que dans une cellule.

Dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, de nombreux citoyens s'en sont remis aux chefs traditionnels (lamibé) pour résoudre des litiges, et les pouvoirs publics ont continué de permettre aux lamibé de garder provisoirement des personnes avant de les remettre à la disposition de la police, de la gendarmerie ou de la justice. Ces détentions pouvaient durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois, en fonction de la disponibilité du lamibé, de la gravité de l'infraction, de l'éloignement du poste de sécurité le plus proche, et de la disponibilité des agents de sécurité, des plaignants et des moyens de transport. Dans les palais des chefferies traditionnelles de Rey Bouba, Gashiga, Bibemi et Tcheboa, il existe des prisons privées réputées pour de graves abus. Par exemple, les personnes incarcérées y ont souvent été attachées à un poteau au moyen de chaînes mises au niveau des poignets et des chevilles. S'adressant à des diplomates étrangers lors d'une visite effectuée en avril dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, les lamibé ont laissé entendre que les centres de détention ont été supprimés.

## CAMEROUN

---

Cependant, les sujets incriminés ont souvent été gardés à la véranda d'une hutte où ils pouvaient être aperçus par tout passant.

Les prisonniers ont pu pratiquer librement leur religion. Les autorités ont permis aux prisonniers et aux détenus de porter plainte auprès des autorités judiciaires sans censure. Au cours d'une visite effectuée à la prison de Buéa en mai 2009, des employés des missions diplomatiques ont vu des prisonniers s'entretenir avec le procureur et se plaindre de leurs conditions de détention. Le secrétaire d'État et l'Inspecteur général en charge de l'Administration pénitentiaire ont mené des enquêtes sur des allégations concordantes faisant état de conditions carcérales inhumaines et ont publiquement reconnu cette réalité. Cependant, aucune mesure conséquente n'a été prise au cours de l'année. La Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (NDHL) a elle aussi mené des enquêtes durant l'année et a dénoncé publiquement les mauvaises conditions de détention. La CNDHL a également milité en faveur des prisonniers et des détenus pour que l'engorgement des prisons soit réduit, le statut des jeunes délinquants soit revu, et que les conditions de détention provisoire soient améliorées, entre autres préoccupations.

L'État a autorisé les organisations humanitaires internationales à rencontrer des prisonniers. Au cours de l'année, la Croix-Rouge nationale et la CNDHL ont pu effectuer, sans prévenir, des visites occasionnelles au sein de certaines prisons. Les autorités ont continué à autoriser le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à visiter les prisons. Les visites du CICR se sont déroulées dans de bonnes conditions.

Les pouvoirs publics ont pris des mesures visant à améliorer les conditions carcérales. La phase 2 de l'Initiative pour l'amélioration des conditions de détention et le respect des droits de l'homme a permis d'obtenir 22 nouveaux puits, 732 nouveaux matelas et du matériel médical pour les prisons du pays. En outre, les 10 médecins, 30 infirmières et 40 aides-soignants que le gouvernement a recrutés fin 2009 pour travailler à temps plein dans les pénitenciers ont pris leurs fonctions dans le courant de l'année. L'État a également augmenté les allocations alimentaires des prisons, ce qui a permis d'offrir aux détenus deux repas par jour au lieu d'un seul dans certaines prisons. Au mois de mai, le secrétaire d'État en charge de l'Administration pénitentiaire a organisé un atelier à l'intention de 100 membres du personnel pénitentiaire et régisseurs de prisons sur le respect des droits des prisonniers.

d. Arrestation ou détention arbitraire

## CAMEROUN

---

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et détentions arbitraires ; cependant, des éléments des forces de sécurité ont continué d'arrêter et d'incarcérer des citoyens de façon arbitraire.

### Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, la DGSE, le ministère de la Défense, le ministère de l'Administration territoriale et, dans une moindre mesure, la Garde présidentielle, sont responsables de la sécurité interne. Le ministère de la Défense, qui englobe la gendarmerie, les forces armées, l'unité de sécurité militaire de l'armée et la DGSE, relève directement de la Présidence de la République, ce qui établit un contrôle présidentiel solide sur les forces de sécurité. La police nationale comprend la police de sécurité publique, la police judiciaire, les forces de sécurité territoriale et la police des frontières. La police nationale et la gendarmerie ont pour principale responsabilité l'application des lois, responsabilité qui incombe uniquement à la gendarmerie dans les zones rurales.

Les forces de police ont été inefficaces, mal entraînées et corrompues (voir section 4). Face à l'inefficacité de la police, les citoyens lui ont souvent préféré la justice populaire (voir section 1.a).

L'impunité a été l'un des problèmes signalés. Certains contrevenants ont néanmoins été sanctionnés.

Selon les médias, les autorités ont sanctionné au moins 41 agents des forces de sécurité dont 21 soldats et gendarmes et 20 agents de police au cours de l'année. Les faits réprimés étaient de divers ordres : harcèlement de citoyens, corruption, extorsion d'argent, non-respect des ordres, usage de faux et utilisation dangereuse d'armes à feu.

Selon le *Rapport du ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2009*, 599 agents de police et 18 gendarmes au total ont écopé de sanctions en 2009 pour des faits divers : non-respect des ordres, corruption, falsification de documents officiels, abus d'autorité, usage excessif de la force, extorsion d'argent, arrestations arbitraires, chantage, vol aggravé et utilisation dangereuse d'armes à feu. Les actes sanctionnés ont été commis en 2009 ou au cours des années antérieures. Parmi les sanctions administratives préliminaires (mesures prises immédiatement après l'infraction), on peut citer des avertissements écrits, des suspensions pouvant durer jusqu'à six mois et des peines d'emprisonnement de 10 à 12 jours. Les cas les plus graves ont été portés devant

## CAMEROUN

---

l'autorité judiciaire pour être jugés, mais la procédure peut durer des mois, voire des années.

Selon le *Rapport du ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2009*, au moins 10 agents des forces de sécurité ont été poursuivis en justice en 2009 pour torture ; cependant, ce rapport ne fournit aucun détail. Vingt autres agents ont été poursuivis en 2009 pour agression physique de citoyens. Il s'agit notamment : de l'adjudant chef Jean Abanda Abanda, condamné en décembre à deux ans de réclusion pour « blessures légères » ; du commissaire de police Afana Akomezoa, condamné en décembre à un an d'emprisonnement pour « menaces simples et blessures légères » ; et de l'adjudant Bertin Ateba, condamné en décembre à une amende de 25 000 francs CFA (50 dollars) pour agression d'un supérieur hiérarchique. Sans toutefois préciser la date de condamnation, le rapport note également que l'agent de police Theophile Ouaboube Zengoba a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour « possession d'armes dangereuses et blessures simples », et que l'agent de police Michel Mbock Mbock a été condamné à une amende de 50 000 francs CFA (100 dollars) et aux dépens pour des chefs d'accusation non spécifiés.

En 2009, le tribunal militaire de Yaoundé a jugé 15 soldats et gendarmes pour des crimes allant de la corruption au meurtre ; 13 d'entre eux ont été condamnés à un an d'emprisonnement au moins, tandis qu'un autre a écopé de la peine de mort (voir section 1.a) ; 55 autres soldats et gendarmes ont été mis en détention provisoire pour des crimes de diverses natures : fausse arrestation, agressions, torture et meurtre.

Au mois de mai, l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice a organisé un atelier de quatre jours à l'intention des membres du personnel pénitentiaire et des régisseurs de prisons sur le respect des droits des prisonniers.

### Arrestation et détention

Pour procéder à l'arrestation d'un individu, la loi exige que la police obtienne un mandat d'arrêt, sauf en cas de flagrant délit ; toutefois, la police s'est souvent abstenue de respecter cette exigence dans les faits. La loi prévoit que les détenus doivent comparaître promptement devant un magistrat, mais cette disposition a très souvent été ignorée. La police est autorisée à détenir une personne en rapport avec un crime de droit commun pendant un maximum de 48 heures, ce délai pouvant, avec l'accord écrit du Procureur de la République, être exceptionnellement prolongé deux fois avant la mise en accusation ; il est arrivé toutefois que la police

## CAMEROUN

---

dépasse ce délai. La loi autorise la détention sans mise en accusation par des autorités administratives, tels que les gouverneurs et autres autorités civiles en charge de l'administration territoriale, pour des périodes renouvelables de 15 jours. La loi garantit l'accès des détenus à un avocat et aux membres de leur famille ; toutefois, les détenus se sont fréquemment vu refuser ce droit. La loi prévoit la mise en liberté sous caution, permet aux citoyens d'interjeter appel et garantit le droit de se pourvoir en justice pour arrestation illégale ; mais ces droits ont rarement été exercés.

Selon des ONG et des praticiens du droit, des éléments de la police et de la gendarmerie ont eu à arrêter des personnes le vendredi dans l'après-midi, même si le nombre de cas a diminué par rapport à l'année précédente. La loi prévoit une mise en examen judiciaire dans les 24 heures suivant l'arrestation ; toutefois, les tribunaux ne siégeant pas le week-end, les personnes arrêtées le vendredi sont maintenues en détention au moins jusqu'au lundi. Selon certains rapports, des éléments de la police et de la gendarmerie ont effectué des « arrestations du vendredi » sur de fausses accusations après avoir accepté des pots-de-vin de personnes souhaitant régler des comptes personnels. Des éléments des forces de sécurité et des autorités gouvernementales auraient, selon certains rapports, continué d'arrêter et de détenir arbitrairement des personnes et de les maintenir en détention prolongée sans mise en accusation ou sans procès, et parfois au secret.

Lors des opérations de ratissage de certains quartiers à la recherche de criminels ou de biens volés, la police a procédé à des arrestations arbitraires sans mandat. Les citoyens étant tenus d'avoir leurs pièces d'identité sur eux tout le temps, la police a fréquemment arrêté des gens ne pouvant pas produire ces pièces lors des rafles. Le 8 septembre et les 8, 23 et 26 octobre, la police a mené des opérations de ratissage dans certains quartiers de la ville de Yaoundé, notamment Obobogo, Mimboman, Nsam, Elig Edzoa et Manguier ; des centaines de personnes ont été arrêtées. Les forces de sécurité ont par la suite relâché quelques unes des personnes arrêtées, mais d'autres ont été transférées au parquet pour des chefs d'accusation divers : vol, agression et fraude.

Le Délégué général à la Sureté nationale (DGSN) a affirmé pratiquer une politique de tolérance zéro face au harcèlement perpétré par la police ; cependant, des policiers et des gendarmes ont fréquemment harcelé et mis en détention des immigrés sans papiers venus du Nigeria et du Tchad. Au cours des rafles, des éléments des forces de sécurité ont extorqué de l'argent aux immigrés qui ne possédaient pas de permis de séjour ou qui n'avaient pas de reçus authentiques justifiant l'origine de certaines marchandises en leur possession. Certains membres

## CAMEROUN

---

de la grande communauté des immigrants nigériens se sont plaints de discrimination et de mauvais traitement de la part de certains responsables de l'État.

Au cours de l'année, les pouvoirs publics ont arrêté des activistes du Southern Cameroon National Council (SCNC) au motif qu'ils ont participé aux activités de leur organisation (voir section 3).

Les forces de sécurité ont arrêté un militant des droits humains dans le courant de l'année (voir section 5).

Au cours de l'année, les forces de sécurité ont arbitrairement arrêté des responsables du Syndicat des journalistes du Cameroun qui prenaient part à une manifestation (voir section 2.b.).

Contrairement à l'année précédente, la police n'a pas arbitrairement arrêté des femmes soupçonnées de prostitution dans la rue.

Environ 220 personnes arrêtées lors des émeutes de 2008 étaient encore en prison à la fin de l'année ; ils avaient tous été jugés et condamnés. Au cours de l'année et en 2009, environ 500 prisonniers ayant écopé de sentences plus souples ont été relâchés par grâce présidentielle ; 951 détenus avaient été relâchés plusieurs jours après leur arrestation en 2008.

En 2008, le gouvernement avait affirmé avoir arrêté 1 671 personnes lors des émeutes ; les ONG, elles, avaient soutenu que le nombre déclaré était inférieur à la réalité, arguant que les forces de sécurité avaient arrêté un grand nombre de badauds qui n'étaient aucunement impliqués dans les manifestations ou émeutes en question.

Dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, les autorités ont continué de permettre aux chefs traditionnels, les « lamibé », de détenir provisoirement certaines personnes hors du système pénitentiaire de l'État, en quelque sorte dans des prisons privées, en attendant de les remettre à la disposition de la police, de la gendarmerie ou de la justice (voir section 1.c.). Au cours de l'année, le chef traditionnel Jean Claude Enyegue Atanga a été condamné à 20 ans d'emprisonnement pour fausse arrestation.

La loi limite à 18 mois la détention provisoire avant procès ; cependant, la détention provisoire prolongée a été un grave problème. Selon les statistiques officielles rendues publiques en mai, 68 pour cent des quelque 12 510 personnes

## CAMEROUN

---

incarcérées dans les 10 prisons centrales du pays étaient en attente de procès ; les statistiques de 2009 indiquaient pour leur part que 62 pour cent des personnes détenues dans les prisons principales et secondaires du pays étaient en attente de procès. En 2008, le Barreau du Cameroun avait signalé que beaucoup de ces détenus attendaient de passer en jugement depuis cinq à 10. La loi limite la durée de la détention sans procès des prévenus juvéniles à trois mois après la conclusion de l'enquête ; cependant, des mineurs ont parfois été détenus pendant plus d'un an. Le nombre élevé de détenus en attente de procès était dû à l'inefficacité de l'appareil judiciaire, aux pénuries de personnel et à la corruption. Le Barreau pour sa part a estimé que la durée de détention préventive prolongée est la conséquence d'un manque d'avocats et d'un mauvais système de suivi, qui entraîne fréquemment des pertes de dossiers.

### e. Dénier de procès public équitable

La Constitution et la loi établissent l'indépendance du système judiciaire ; toutefois, celui-ci est resté corrompu, inefficace et soumis à l'influence du pouvoir exécutif. L'appareil judiciaire relève du Ministère de la Justice. La Constitution désigne le Président de la République comme « premier magistrat » et donc comme « chef » du pouvoir judiciaire et arbitre théorique de toute sanction à l'encontre de celui-ci, même si le Président n'a pas publiquement joué ce rôle. La Constitution précise que le Président est le garant de l'indépendance du système juridique. Il nomme également tous les juges sur avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Au moins une fois durant l'année, le pouvoir judiciaire a manifesté son indépendance. Le 4 novembre notamment, la Chambre militaire de la Cour d'appel du Centre à Yaoundé a infirmé une décision du tribunal militaire qui, en mars 2009, avait condamné les journalistes Jacques Blaise Mvie et Charles New, ainsi que le Maréchal des logis chef Jérémie Doko, à cinq ans d'emprisonnement à la suite d'une plainte de Rémy Ze Meka, ancien Ministre de la Défense. Dénonciation calomnieuse, outrage à membre de gouvernement et divulgation de secret défense constituaient les principaux chefs d'accusation. La Cour d'appel a estimé que les faits retenus contre les trois accusés n'étaient pas établis.

Le système juridique combine le droit moderne et le droit coutumier, et de nombreuses affaires civiles et pénales peuvent être entendues à la lumière de l'un ou de l'autre type de droit. De façon générale, les affaires criminelles ont été instruites par des tribunaux établis par la loi.

## CAMEROUN

---

Les tribunaux coutumiers sont l'instance de premier recours pour le règlement de litiges familiaux portant notamment sur la succession, l'héritage et la garde des enfants. Un tribunal coutumier ne peut exercer sa compétence dans une affaire civile qu'avec le consentement des deux parties. Chacune des parties a le droit de se faire entendre par un tribunal établi par la loi et de faire appel, auprès de ce dernier, de la décision défavorable d'un tribunal coutumier. Les décisions des tribunaux coutumiers concernant les affaires de sorcellerie sont automatiquement référées aux tribunaux établis par la loi, qui statuent alors en première instance.

Le droit coutumier n'est valide que s'il est «en accord avec les principes de justice naturelle, d'équité et de bonne conscience ». Toutefois, de nombreux citoyens des régions rurales ignorent quels sont leurs droits en vertu du droit civil et leur éducation leur a inculqué l'obligation de se soumettre au droit coutumier. Ce droit reconnaît en principe l'égalité des droits et du statut des personnes, mais les hommes peuvent limiter les droits des femmes en matière d'héritage et d'emploi, et certains systèmes juridiques traditionnels traitent les épouses comme étant la propriété légale de leur époux. Le droit coutumier appliqué dans les régions rurales, est fondé sur les traditions du groupe ethnique prédominant dans la région considérée et les autorités de ce groupe rendent la justice selon ce droit.

Les tribunaux militaires peuvent étendre leur compétence sur des civils lorsque le président décrète la loi martiale et dans les affaires de troubles civils ou de violences armées organisées. Ils sont également compétents pour connaître des crimes de gangs, des affaires de banditisme et de vol de grand chemin. Les pouvoirs publics ont fait une large interprétation de ces dispositions et ont parfois utilisé des tribunaux militaires pour juger des membres de groupes dissidents ayant fait usage d'armes à feu.

En mai, le ministère de la Justice a organisé un cours de recyclage à l'intention de tous les magistrats sur les moyens d'appliquer efficacement les normes internationales relatives aux droits humains.

### Procédure régissant les procès

La législation camerounaise garantit à tout accusé le droit à un procès public et équitable et à la présomption d'innocence. Il n'existe pas de système de jury. Les accusés ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat en temps opportun ; en général, l'État a respecté ce droit dans les faits. Les accusés ont généralement eu la possibilité d'interroger les témoins à charge et de présenter au tribunal leurs propres témoins et preuves. Les accusés ont eu accès aux preuves

## CAMEROUN

---

détenues par les pouvoirs publics à leur sujet et pouvaient interjeter appel. Étant donné la faible rémunération des avocats commis d'office, la représentation juridique des clients indigents a souvent été de qualité médiocre. Le barreau et des organisations bénévoles comme l'Association camerounaise des femmes juristes ont offert une assistance gratuite dans certains cas. Le programme pour l'amélioration des conditions de détention et le respect des droits de l'homme (PACDET II), qui est financé par l'Union européenne, a également permis aux avocats de continuer à offrir une assistance gratuite à 3 000 détenus.

La loi d'avril 2009 visant à faciliter l'accès de tous les citoyens à la justice n'a pas été appliquée au cours de l'année. En avril 2009, le président avait promulgué une loi d'assistance judiciaire pour faciliter l'accès de tous les citoyens à la justice. Cette loi établit des commissions d'assistance juridique auprès des tribunaux de première instance, des tribunaux de grande instance, des tribunaux militaires, des cours d'appel et de la Cour suprême. Elle précise par ailleurs les conditions d'admission à l'aide judiciaire, en explique les effets et précise les conditions de retrait de cette aide.

En 2009, des organisations d'avocats et de défense des droits humains avaient signalé plusieurs cas de violations du code de procédure pénale commises par l'État dans la répression des troubles sociaux de février 2008. Certains détenus incarcérés dans des locaux de la police ou de la gendarmerie n'ont pas reçu de soins médicaux et n'ont pas eu accès à un avocat. Jean de Dieu Momo, avocat des droits de l'homme, et Madeleine Afité, représentante de l'ACAT, ont dénoncé publiquement ces violations. Mme Afité a déclaré que des mineurs arrêtés n'avaient pas reçu d'assistance de leurs parents, d'avocats ou d'organisations de défense des droits humains, contrairement aux dispositions du code de procédure pénale.

### Prisonniers et détenus politiques

Certains rapports ont indiqué l'existence de détenus politiques, notamment des citoyens censés militer pour la sécession dans le cadre d'une organisation illicite (voir section 3).

Au cours l'année, le Tribunal de grande instance de Yaoundé a reporté à plusieurs reprises le procès de deux détenus que les ONG de défense des droits humains considèrent largement comme des prisonniers politiques. Titus Edzoa, ancien Ministre de la Santé et proche collaborateur du président Biya pendant longtemps, et Michel Thierry Atangana, directeur de campagne d'Edzoa en 1997, avaient été

## CAMEROUN

---

arrêtés en 1997, trois mois après que M. Edzoa eut démissionné de ses fonctions de membre de gouvernement et annoncé sa candidature à la présidence de la République. Ils avaient tous les deux été jugés coupables de détournement de deniers publics et condamnés à 15 ans de prison. MM. Edzoa et Atangana s'étaient plaints des irrégularités qui avaient entaché leur procès, ainsi que des restrictions au droit d'accès à un avocat. À la fin de l'année 2009, le ministère public avait formulé de nouvelles accusations de détournement de deniers publics contre les deux hommes, et les audiences avaient débuté quelques semaines plus tard.

### Procédures et recours judiciaires civils

La Constitution et la loi garantissent un appareil judiciaire civil indépendant ; toutefois, le système judiciaire est resté sujet à l'influence du pouvoir exécutif. En outre, la corruption et l'inefficacité du système sont demeurés des problèmes majeurs. Tout citoyen qui subit un tort a le droit d'en demander réparation, soit au moyen d'une procédure administrative, soit à travers le système juridique, même si les deux options impliquent de longs délais. L'application des décisions des tribunaux civils s'est heurtée à des difficultés imputables aux lenteurs et lacunes administratives.

### f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes ; toutefois, la protection contre ces actes est subordonnée aux « intérêts supérieurs de l'État » et des rapports crédibles ont fait état de ce que des policiers et des gendarmes auraient harcelé des citoyens, procédé à des perquisitions sans mandat et ouvert ou saisi du courrier postal en toute impunité. Les autorités ont continué de maintenir des militants de l'opposition et des dissidents sous surveillance. La police a parfois détenu des membres de la famille et des voisins de personnes soupçonnées d'activités criminelles.

La loi autorise la police à pénétrer dans un domicile privé sans mandat pendant la journée si elle est à la recherche d'une personne soupçonnée de crime. La police peut entrer dans un domicile privé à toute heure à la poursuite d'un criminel surpris en flagrant délit.

Contrairement à l'année précédente, il n'a pas été rapporté que la police aurait placé les maisons de responsables et militants du Southern Cameroon National Council (SCNC) sous surveillance, effectué des perquisitions au domicile de certains dirigeants du SCNC et interrompu des réunions du SCNC organisées dans des domiciles privés. Le SCNC est un groupe anglophone que les pouvoirs publics

## CAMEROUN

---

considèrent comme illégal parce qu'il prône la sécession. Ce groupe n'a pas de statut juridique, n'ayant jamais formulé une demande pour devenir un parti politique ou une organisation légalement reconnue.

Une autorité administrative, notamment un gouverneur ou un préfet, peut autoriser la police à procéder au ratissage d'un quartier sans mandat. Dans le cadre de ces opérations de ratissage, la police a souvent pénétré de force dans des domiciles à la recherche de présumés criminels ou de biens volés ou illégaux. C'est ainsi qu'il est arrivé aux forces de sécurité de boucler tout un quartier, procéder à une fouille systématique des maisons, arrêter des personnes, souvent de façon arbitraire, et saisir des objets suspects ou illégaux (voir section 1.d.). Les citoyens ne possédant pas de carte d'identité ont été détenus jusqu'à l'établissement de leur identité. De nombreux cas de confiscation arbitrairement d'appareils électroniques et de téléphones cellulaires ont été signalés.

Contrairement à l'année précédente, il n'a pas été rapporté que des chefs traditionnels auraient arbitrairement expulsé des personnes de leurs terres.

### Section 2 Respect des libertés civiles, notamment :

#### a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties par la loi ; toutefois, dans les faits, l'État a considérablement limité ces libertés. Selon certains rapports, les forces de sécurité ont torturé et arrêté, détenu, harcelé et intimidé des journalistes au cours de l'année, notamment ceux qui ont écrit sur la corruption des agents publics. En raison d'un mauvais suivi médical, l'un des journalistes arrêtés est décédé en prison au cours de l'année. Les pouvoirs publics ont appliqué la réglementation médiatique de façon irrégulière, réservant souvent les exigences les plus strictes aux critiques du régime en place. Les autorités ont utilisé les lois très générales sur la diffamation pour engager des poursuites contre les journalistes qui se sont montrés critiques à l'égard des pouvoirs publics. Selon la Fédération africaine des journalistes, l'Union des professionnels de la communication en Afrique et le Syndicat national des journalistes du Cameroun, le nombre des attaques contre les journalistes a sensiblement augmenté au cours de l'année. Les journalistes et les médias se sont livrés à la pratique de l'auto-censure.

Les autorités ont menacé ou harcelé des individus ou des organisations qui ont critiqué les politiques publiques ou exprimé des vues opposées à ces politiques, ou refusé d'accorder un traitement égal à ces personnes ou organisations.

## CAMEROUN

---

À titre d'exemple, en 2009, selon certaines informations glanées au cours de l'année, un agent de sécurité avait arrêté Roland Fube Fonwi Tita, professeur de chimie au *English High School*, l'accusant d'avoir fomenté un complot à l'effet d'assassiner le Président de la République et certains ministres ; l'agent de sécurité en question avait surpris M. Fube critiquant le Président dans un taxi avec d'autres passagers. M. Fube avait été conduit dans une brigade de gendarmerie avant d'être relaxé lus tard. Le 4 février, M. Fube a été détenu et accusé d'avoir fait des remarques désobligeantes à l'encontre du Président. Le 3 mars, il a été libéré sous caution. L'affaire était encore en instance à la fin de l'année.

Le 8 mars, des gendarmes ont arrêté et mis en détention le nommé Bertrand Teyou, accusé d'avoir parlé du Président en « termes insidieux » à l'occasion de la dédicace de son livre intitulé *L'Antecode Biya*. Teyou a été inculpé de conspiration, incitation à la rébellion, tentative de trouble à l'ordre public et activités dangereuses. Après avoir été détenu pendant huit jours, Teyou a de nouveau été arrêté le 9 novembre et mis en détention en rapport avec une autre publication, *La Belle de la République bananière : Chantal Biya, de la rue au palais* ». Le 19 novembre, le Tribunal de première instance de Douala l'a déclaré coupable de diffamation, d'insulte, et de protestation illégale, et l'a condamné à une amende de 2 millions de francs CFA (4 000 dollars). N'ayant pas pu payer cette amende, Teyou était encore incarcéré jusqu'à la fin de l'année.

Quelques 200 journaux privés ont paru au cours de l'année; mais environ 25 journaux seulement avaient suffisamment de ressources financières pour paraître régulièrement. Les journaux indépendants ont continué de critiquer les pouvoirs publics et de traiter de questions controversées, notamment la corruption, les atteintes aux droits humains, l'homosexualité et les politiques économiques. L'État a continué de subventionner la presse privée, même si les fonds débloqués ont été octroyés de manière sélective aux organes de presse qui se sont montrés moins critiques des pouvoirs publics, ces organes ayant pour consigne de publier les informations favorables au régime.

Les forces de sécurité ont arrêté de nombreux journalistes au cours de l'année.

Le 5 février, des éléments de la DGRE ont enlevé sans mandat et détenu au secret Serges Sabouang, le directeur de publication du bimensuel *La Nation* et Simon Hervé Nko'o, reporter de l'hebdomadaire *Bebela*, pour possession illégale d'un document susceptible de ternir l'image de certains responsables publics. Selon certains rapports, ce document, semble-t-il, mettait en cause Laurent Easo, le

## CAMEROUN

---

Secrétaire général de la Présidence de la République et par ailleurs président du Conseil d'administration d'une société d'État, la Société nationale des hydrocarbures, dans une affaire de dividendes non déclarés d'un montant total de 1,3 milliards de francs CFA (2,6 millions de dollars), qu'il aurait versé à trois membres du gouvernement impliqués dans l'achat, en 2008, d'un navire hauturier, destiné, semble-t-il, au divertissement de potentiels investisseurs. Selon la CPJ, qui a obtenu une copie du certificat médical délivré le 22 février sur l'état de santé de sieur Nko'o au moment de sa libération, des agents de sécurité ont usé de la torture pour forcer l'intéressé à révéler ses sources. Le certificat a également révélé que Nko'o présentait des contusions sur la plante des pieds, et le journaliste a confié au médecin qu'il a été soumis à la simulation de noyade, à la privation de sommeil et à l'exposition au froid. Sabouang a subi un interrogatoire, mais n'a pas été torturé.

Toujours le 5 février, des agents de la DGRE ont interpellé et interrogé, 12 heures durant, Robert Mintya, directeur de publication de l'hebdomadaire *Le Devoir* et Germain Ngota (Bibi) Ngota, directeur de publication et promoteur du bimensuel indépendant *Cameroun Express*, en rapport avec le même document. Ngota a par la suite pris la clé des champs.

Le 26 février, la police de Yaoundé a à nouveau arrêté Mintya, Ngota (qui avait refait surface) et Sabouang pour imitation de la signature d'un membre du gouvernement sur le même document, charges constitutives d'une infraction pénale et passibles d'une peine d'emprisonnement de 15 ans. La police a relâché les trois journalistes trois jours plus tard ; mais le 10 mars, ils ont une fois de plus été arrêtés et détenus à la prison de Kondengui à Yaoundé. Le 22 avril, Ngota, qui souffrait de goutte, de douleurs articulaires, d'hypertension artérielle et d'une hernie, est mort par manque de soins médicaux. À en croire les médias locaux, la mère de Ngota a essayé en vain d'attirer l'attention des autorités compétentes sur l'état de santé de son fils. Une enquête menée par les pouvoirs publics a par la suite abouti à la conclusion que Ngota est décédé des suites de complications liées au VIH/SIDA. Cédant au poids d'une forte pression internationale, les autorités ont libéré Mintya et Sabouang le 25 novembre, même si les deux journalistes encourent toujours jusqu'à 20 ans d'emprisonnement.

D'après des informations rendues publiques au courant de l'année et révélées par la CPJ, l'État, en 2009, avait logé des accusations au pénal contre quatre éminents journalistes et un universitaire pour avoir, dans le cadre d'un programme TV en 2008, fait des commentaires sur l'affaire Yves Michel Fotso, un ancien directeur général de la compagnie nationale de transport aérien accusé de corruption. Au nombre des accusés figuraient Thierry Ngogang, rédacteur en chef de *Spectrum*

## CAMEROUN

---

TV, Alex Gustave Azebaze, journaliste indépendant, Anani Rabier Bindze, reporter à Canal 2 International et Jean-Marc Soboth, journaliste de renom et grand défenseur de la liberté de la presse. Ils ont été accusés de « commentaire biaisé » et de « publication non autorisée d'un document confidentiel ». En janvier, Soboth s'est tapi après avoir reçu des menaces de mort, à en croire des journalistes locaux.

Les forces de sécurité ont empêché les journalistes de réaliser des reportages sur les affaires impliquant les personnalités arrêtées dans le cadre de l'Opération épervier, une enquête officielle sur d'anciens responsables publics accusés de mauvaise gestion des fonds publics. Selon la CPJ, par exemple, le 17 janvier, des agents du Secrétariat d'État à la défense ont brièvement détenu Nadège Christelle Bowa à Yaoundé, et ont confisqué les notes qu'elle avait prises au cours d'une interview que lui avait accordé Thierry Michel Atangana, un ancien conseiller du Président, aujourd'hui accusé de corruption. Le 24 février, la police a détenu Justin Blaise Akono et l'a forcé à supprimer des photos prises en salle d'audience durant l'audition de Titus Edzoa, ancien Secrétaire général de la présidence, accusé de détournement.

Selon la CPJ, le procès de Charly Ndi Chia et Yerima Kini Nsom, respectivement rédacteur en chef et Directeur du bureau Yaoundé du bimensuel anglais *The Post* s'est poursuivi, suite à une histoire qui remonte au mois d'octobre 2009, concernant le procès pénal de Doh Gah Gwanyin III, ancien député condamné pour complicité dans le meurtre d'un opposant politique en 2006. Après la première audience en novembre 2009, le procès a été plusieurs fois ajourné du fait de l'état de santé du plaignant.

La liberté de la presse est astreinte à des lois rigides sur la diffamation, qui visent à réprimer la critique. Ces lois autorisent les pouvoirs publics, à leur seule discrétion et à la demande du plaignant, à intenter une action en diffamation contre un civil ou à intenter une telle action dans les cas de diffamation présumée contre le Président de la République et d'autres hauts responsables de l'État. Ces crimes sont passibles de peines d'emprisonnement et de lourdes amendes. La loi sur la diffamation impose la charge de la preuve à l'accusé. Les responsables publics ont utilisé cette loi de façon abusive pour empêcher les journalistes locaux de rendre compte des cas de corruption et de comportement abusif.

Plusieurs affaires de diffamation engagées en 2009 ont connu des développements

Le 13 janvier, Jean Bosco Talla, directeur de publication de l'hebdomadaire indépendant *Germinal*, a été libéré de la prison de Kondengui après avoir payé une

## CAMEROUN

---

amende de trois millions de francs CFA (6 000 dollars). En décembre 2009, Talla avait été condamné à cette amende et à un an d'emprisonnement avec sursis pour diffamation présumée contre le président Biya qui, selon Talla, avait trahi « un pacte homosexuel » avec le président Ahidjo.

Le 30 janvier, la Cour d'appel du Centre à Yaoundé a confirmé la sentence prononcée en octobre 2009 par une juridiction d'instance contre Michel Mombio, directeur de publication du journal indépendant *L'Ouest Républicain*. Michel Mombio a ainsi été condamné à 14 mois de prison, un million de francs CFA (2 000 dollars) d'amende, cinq millions de francs CFA (10 000 dollars) de dommages et intérêts, et 265 000 francs CFA (530 dollars) de dépens. Il avait été accusé de fraude, de tentative de chantage et de diffamation, à la suite d'un article critiquant des membres du gouvernement. Le 15 février, Mombio a été libéré sur caution après avoir payé l'amende.

De même, le 30 janvier, la Cour d'appel du Littoral à Douala a confirmé la condamnation, à trois ans de prison, de Lewis Medjo, directeur de publication de *La Détente Libre*, arrêté en 2008. Cette condamnation avait été prononcée en janvier 2009 par un tribunal d'instance. Medjo a été libéré le 26 mai, après un entretien entre le Président Biya et Ban Kimoon, le Secrétaire général de l'ONU.

Le 25 septembre, l'Union des éditeurs de presse écrite d'Afrique centrale a publié un communiqué au nom de Guy Constantin Moussi, directeur de publication du journal *Indices*. Moussi a été jugé au cours de l'année pour avoir publié, en mars, un article qui accusait Elajeli Musbah de trafic de devises. Selon le communiqué de l'Union, Elajeli Musbah, représentant local d'Afriqiyah, une compagnie de transport aérien lybienne, avait exercé une forte pression sur des magistrats pour obtenir la condamnation du directeur de publication. L'audition de l'affaire, prévue le 16 décembre devant le tribunal de première instance de Douala, a été reportée à janvier 2011.

La radio est restée le media le plus important employé pour atteindre la plupart des citoyens. Environ 70 stations de radio privées émettaient dans le pays, les trois quarts étant installées à Yaoundé et Douala. La télévision enregistre certes des niveaux de couverture plus faibles que les media écrits, mais elle est de loin plus efficace dans le modelage de l'opinion public en zones urbaines. Il y avait une chaîne de télévision privée par câble. Les cinq chaînes de télévision indépendantes ont évité de trop critiquer les pouvoirs publics, même si leurs émissions souvent axées sur la pauvreté, le chômage et la médiocrité de l'enseignement témoignent de la négligence et de la corruption des responsables publics. La Cameroon Radio and

## CAMEROUN

---

Television (CRTV), qui est un organisme public, diffuse à la fois des programmes radio et des programmes télé. L'État a perçu des redevances pour financer les programmes de la CRTV, ce qui a offert à cette dernière un avantage de taille sur ses concurrents privés.

Les stations de radio rurales à but non lucratif sont tenues de soumettre des demandes d'autorisation de diffusion, mais sont dispensées des frais de licence. Les organes commerciaux de radio et de télévision, elles, présentent une demande de licence et acquittent des frais lors de la soumission du dossier. Une fois la licence accordée, les stations versent une redevance annuelle, qui pèse lourd sur le budget de certaines d'entre elles. L'État n'a pas émis de nouvelles licences au cours de l'année certes, mais certaines compagnies ont opéré sans licence, bénéficiant ainsi de la politique de tolérance administrative prônée par les pouvoirs publics.

Le 3 janvier, le ministre de la Communication a autorisé la réouverture de la station de radio *Sky One FM*, dont il avait ordonné la fermeture en août 2009 face au refus de celle-ci de mettre fin à la diffusion du programme « *Le Tribunal* », qui permettait aux auditeurs de rendre public des injustices et de solliciter une assistante. *Sky One FM* s'est pliée aux exigences du ministre, y compris la suppression du programme « *Le Tribunal* ».

De nombreuses stations de radio communautaires rurales ont fonctionné grâce à des financements de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et aux concours de pays étrangers. Les autorités ont interdit à ces stations de traiter de politique.

La loi autorise les services d'information étrangers à opérer au Cameroun en partenariat avec les stations nationales. La BBC, Radio France International et Africa N°1 diffusent en partenariat avec la CRTV.

L'État a été le plus gros acheteur d'annonces publicitaires dans le pays. Certains media privés ont rapporté que des responsables publics ont fait usage de la promesse de marchés publicitaires (ou de la menace de ne pas placer des annonces publicitaires) pour influencer sur la couverture des activités du gouvernement.

Le 9 mars, la CPJ a adressé une lettre au Président Biya, exprimant son inquiétude au sujet des atteintes à la liberté de la presse. La CPJ a invité le Président à engager la responsabilité des membres de son administration qui se servent des forces de sécurité et des lois pénales pour museler les media. Le Comité a par ailleurs prié le

## CAMEROUN

---

Président d'initier des réformes visant à déférer les procès en diffamation devant les tribunaux civils.

### Liberté d'accès à Internet

L'État n'a pas imposé de restrictions à l'accès à l'Internet et aucun rapport n'a indiqué que les pouvoirs publics ont surveillé le courrier électronique et les forums de discussion en ligne. En général, les individus et les groupes ont pu tenir des échanges de vues pacifiques sur Internet, y compris par courrier électronique. Les statistiques de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 2009 révèlent que la couverture Internet du pays était d'environ 2,2 pourcent.

### Liberté universitaire et manifestations culturelles

Bien qu'il n'y ait pas eu de restrictions juridiques limitant la liberté universitaire, des informateurs des services de sécurité de l'État, semble-t-il, auraient été présents sur les campus universitaires. De l'avis de certains enseignants, l'appartenance à des parties politiques d'opposition ou l'exercice de la critique publique à l'égard des pouvoirs publics peut avoir des effets adverses sur leur carrière.

### b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

#### Liberté de réunion

La liberté de réunion est garantie par la loi ; cependant, les autorités ont limité l'exercice de ce droit dans les faits. La loi exige des organisateurs de réunions, manifestations ou processions publiques qu'ils en notifient les autorités à l'avance, mais elle n'exige pas l'approbation préalable des rassemblements publics par les autorités et n'autorise pas celles-ci à s'opposer aux rassemblements publics qu'elles n'ont pas approuvés au préalable. Toutefois, des fonctionnaires ont affirmé régulièrement que la loi autorise implicitement les pouvoirs publics à accorder ou à refuser la permission de tenir des réunions publiques. Par conséquent, les autorités ont souvent refusé d'accorder une autorisation pour les réunions organisées par des personnes ou des groupes jugés critiques des pouvoirs publics ; elles ont souvent fait usage de la force pour s'opposer aux réunions publiques non autorisées.

Les autorités ont refusé d'accorder au SCNC la permission de tenir des rassemblements et des réunions, et les forces de sécurité ont arrêté et détenu des

## CAMEROUN

---

militants du SCNC (voir la section 3). De même, au cours de l'année, des éléments des forces de sécurité ont usé de la force pour interrompre des manifestations, des réunions et des rassemblements de citoyens, de syndicats et d'activistes politiques. L'usage excessif de la violence par les forces de sécurité a entraîné de nombreux préjudices.

L'État a interdit les activités de certains syndicats au courant de l'année (voir section 7.a.).

Le 3 mai, les forces de sécurité ont empêché environ 200 membres de l'Union des journalistes Camerounais (UJC) de faire un sit-in non loin des services du Premier ministre. Ces journalistes se réunissaient pour protester contre le harcèlement, l'arrestation et la détention de leurs collègues, et contre la mort en prison de Bibi Ngota (voir section 2.a.). La police a utilisé des bâtons contre eux, et plusieurs s'en sont sortis avec des blessures, des habits déchirés et des effets personnels perdus. Pour justifier cette interdiction, la police a déclaré que l'UJC n'avait pas fourni suffisamment d'informations sur l'événement à l'autorité compétente.

Le 25 août, les forces de sécurité ont interrompu une conférence de presse organisée à l'hôtel Djeuga Palace à Yaoundé par le Forum Républicain, un nouveau parti politique. Les policiers se sont acharnés sur les organisateurs en déclarant que la conférence était illégale. Le président du parti, Roland Romain Kouotou, a nié ces allégations et a brandi une lettre d'autorisation signée du sous-préfet de Yaoundé I.

### Liberté d'association

La loi consacre la liberté d'association, mais l'État a limité l'exercice de ce droit dans les faits. La loi interdit d'activités les organisations qui prônent toute forme de sécession, d'où l'interruption des réunions du SCNC au motif que les buts de l'organisation rendent toutes ses réunions illégales.

Le 1<sup>er</sup> octobre, date que le SCNC retient comme jour d'indépendance du Cameroun occidental, les forces de sécurité ont interrompu les réunions et les rassemblements du SCNC à Tiko, Buéa, Bamenda et Kumbo.

Les conditions à remplir pour que l'État reconnaisse un parti politique, une ONG ou une association sont rigides, interminables, et inégalement appliquées. Cela a contraint la majorité des associations à fonctionner dans la clandestinité, menant des activités généralement tolérées mais pas formellement approuvées.

### c. Liberté de religion

Pour une description de la situation concernant la liberté de religion, veuillez consulter le *Rapport 2010 sur la liberté religieuse dans le monde*, disponible à l'adresse suivante : [www.state.gov/g/drl/rls/irf/rpt](http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/rpt).

### d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, ainsi que le droit de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatriés ; cependant les forces de sécurité ont régulièrement empêché des voyages nationaux et internationaux durant l'année. Le gouvernement a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter assistance à des réfugiés et demandeurs d'asile.

Les forces de sécurité placées au niveau des barrages et des postes de contrôle dans les villes et la plupart des autoroutes ont extorqué des pots de vin et harcelé les voyageurs. La police a régulièrement interpellé les voyageurs pour contrôler leurs pièces d'identification, les pièces des véhicules et les reçus d'impôt, en application des mesures de sécurité et de contrôle de l'immigration. Des rapports dignes de foi révèlent que la police a arrêté et passé à tabac les individus ne portant pas sur eux leur carte d'identité comme l'exige la loi (voir section 1.d).

La loi interdit l'exile forcé et l'État n'y a pas eu recours. Cependant, des observateurs des droits humains et des opposants politiques sont restés en exil volontaire parce qu'ils se sentaient menacés par le gouvernement.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

En 2005, entre 10 000 et 15 000 personnes habitant à l'intérieur ou dans les alentours des villages Djohong et Ngaoui, région de l'Adamaoua, ont été déplacées suite à des attaques et pillages perpétrés par des groupes armés non identifiés provenant de la République centrafricaine (RCA). Les responsables administratifs de la région de l'Adamaoua ont indiqué qu'il existe encore des centaines de personnes déplacées.

## CAMEROUN

---

Au courant de l'année, le gouvernement a travaillé en collaboration avec le HCR pour apporter protection et assistance à des personnes déplacées.

### Protection des réfugiés

Le droit d'asile et le statut de réfugié sont prévus par la loi, et l'État a mis en place un système de protection des réfugiés. Le gouvernement a accordé le statut de réfugié ou l'asile. Dans les faits, les autorités ont assuré la protection de ces personnes contre l'expulsion ou le retour dans des pays où leur vie ou leur liberté pourrait être en danger du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leur opinion politique.

L'État a également accordé une protection temporaire à des personnes ne pouvant prétendre au statut de réfugié aux termes de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 mais qui pourraient encourir certains risques graves si elles retournaient dans leurs pays d'origine. Ainsi, plus de 101 000 personnes ont bénéficié de cette protection, dont 80 000 Centrafricains, 3 000 Tchadiens et 4 000 Nigériens.

### Section 3 : Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer de gouvernement

La loi garantit le droit des citoyens à changer pacifiquement de gouvernement. Toutefois, le Président Biya et le RDPC contrôlent le processus politique, y compris l'organe judiciaire et les organismes responsables de la conduite des élections et du contrôle du processus électoral.

En 2008, l'Assemblée nationale a adopté un amendement constitutionnel supprimant la limitation du mandat présidentiel et renforcé les dispositions relatives à l'immunité présidentielle. Malgré les interrogations suscitées par ce projet au niveau national, l'Assemblée nationale a, en dernière analyse, adopté les révisions d'une manière qui n'autorisait aucune contestation, soulignant ainsi le contrôle absolu du RDPC sur tous les organes de l'État. Ni l'électorat, ni ses représentants élus n'ont eu l'opportunité d'influencer l'issue de cet exercice constitutionnel.

### Elections et participation politique

Lors des élections législatives de 2007, les observateurs avaient relevé que la supervision dans les bureaux de vote était médiocre et que la loi électorale était appliquée de façon laxiste. Un processus d'inscription inutilement complexe avait

## CAMEROUN

---

fini par décourager de nombreux électeurs. Le gouvernement n'avait pas concrétisé les améliorations électorales promises, notamment la fourniture d'encre indélébile – une garantie internationalement reconnue pour éviter les votes multiples – à plusieurs bureaux de vote. En outre, malgré les efforts d'informatisation du fichier électoral, ce dernier contenait encore de multiples erreurs.

La Cour suprême avait reçu plus de 130 recours introduits par les parties politiques au terme de ces élections, mais en avait rejeté la majorité pour des raisons de procédure. Elle avait cependant ordonné la tenue de nouvelles élections dans cinq circonscriptions pour 17 sièges au parlement, lesquelles avaient eu lieu en 2007 ; le RDPC avait remporté 13 sièges contre quatre pour les partis d'opposition. Les observateurs avaient noté quelques irrégularités et un faible taux de participation.

En 2008, l'Observatoire national des élections, organisme public chargé de veiller à l'équité du processus électoral, avait publié son évaluation des élections législatives et municipales de 2007. Il avait fait mention, dans son rapport, de certaines carences dues au manque de coordination entre les diverses commissions électorales et à l'absence de procédures claires et uniformes pour les diverses phases du processus électoral, particulièrement l'étape de l'inscription sur les listes.

En 2004, le Président Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu à environ 70 % des suffrages au terme d'une élection mal organisée et truffée d'irrégularités, en particulier dans le processus d'inscription des électeurs, même si elle a été considérée comme étant de loin plus libre et plus transparente que les scrutins précédents. La plupart des observateurs internationaux ont convenu que cette élection reflétait la volonté des électeurs, mais le Groupe d'observateurs du Commonwealth a maintenu qu'elle manquait de crédibilité.

Tous les membres d'Élections Cameroon (ELECAM), l'organisme responsable de la préparation et de l'organisation des élections, ont été nommés par le président de la République. La plupart des membres de son conseil étaient des membres actifs du RDPC. De nombreux avis émanant de la communauté internationale ont publiquement remis en cause l'indépendance et la crédibilité d'ELECAM, étant donné la coloration fortement partisane de son conseil.

Le droit des citoyens de choisir leurs gouvernants locaux est resté limité. Le gouvernement a considérablement accru le nombre de municipalités dirigées par des délégués nommés par le Président, dont l'autorité prime sur celle des maires élus, ce qui retire en fait tout pouvoir aux habitants de ces localités. Parmi les villes dirigées par des délégués figurent la plupart des capitales provinciales et certaines

## CAMEROUN

---

capitales de départementales dans les régions favorables à l'opposition ; cette pratique est quasi absente dans les régions australes, où la tendance est favorable au RDPC. Les municipalités administrées par un maire élu jouissent d'une autonomie locale limitée étant donné que c'est l'administration centrale qui leur fournit la plupart de leurs revenus et de leur personnel administratif.

On a recensé plus de 253 partis politiques enregistrés dans le pays. Toutefois, moins de 10 réunissaient des appuis de niveau significatif et seuls cinq étaient représentés à l'Assemblée nationale. Le RDPC détenait la majorité absolue au sein de l'Assemblée nationale ; au nombre des partis d'opposition figurent le SDF, qui a son fief ses dans les régions anglophones du pays et dans certaines grandes villes, l'Union nationale pour la Démocratie et le Progrès, l'Union démocratique du Cameroun et l'Union des Populations du Cameroun.

L'appartenance au parti politique au pouvoir comporte d'importants avantages, notamment l'attribution de postes clés dans les établissements paraétatiques et dans la fonction publique. Le Président nomme tous les ministres, y compris le Premier ministre ; il nomme aussi directement les gouverneurs des 10 régions. Il a également le pouvoir de nommer les responsables administratifs de niveau inférieur dans les 58 départements. Les coûts élevés de l'enregistrement des partis et des candidats ont eu pour effet de restreindre l'activité politique.

Généralement favorable au SDF, un parti d'opposition, les natifs des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest ont été victimes de nombreuses atteintes à leurs droits, commises notamment par des responsables publics et des éléments des forces de sécurité. La communauté anglophone s'est indignée de sa sous représentation dans le secteur public. Malgré des plaintes similaires émanant de certaines régions francophones – Est, Extrême nord, Nord et Adamaoua – qui s'estiment également sous-représentées et déplorent l'inattention du gouvernement, les anglophones font valoir que leurs deux régions n'ont pas reçu la juste part des biens et services publics. De nombreux résidents des régions anglophones pensent que la liberté accrue, l'égalité des chances et la meilleure gouvernance passent par le retour à l'autonomie régionale plutôt que par des réformes politiques nationales. Ils ont constitué plusieurs organisations quasi politiques dans la poursuite de leurs objectifs.

Les autorités ont parfois refusé d'accorder aux partis d'opposition la permission d'organiser des rassemblements et des réunions.

## CAMEROUN

---

Au courant de l'année, les pouvoirs publics ont arrêté des activistes du SCNC qui participaient aux activités du mouvement. L'État considère le SCNC comme illégal parce que ce dernier préconise la sécession et qu'il ne s'est jamais fait enregistrer comme parti ou organisation politique.

Le 29 septembre à Kumbo, dans la région du Nord Ouest, les forces de sécurité ont arrêté et brièvement détenu cinq activistes du SCNC qui assemblaient du matériel pour célébrer, le 1<sup>er</sup> octobre suivant, le 49<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Cameroun occidental. Un événement non reconnu par le gouvernement.

Le 1<sup>er</sup> octobre, la police de Tiko, dans la région du Sud Ouest, a arrêté et brièvement détenu un activiste du SCNC qui avait brandi le drapeau du mouvement en commémoration de la date du 1<sup>er</sup> octobre. Il a par la suite été libéré.

Les femmes détiennent 23 des 180 sièges de l'Assemblée nationale, six des 61 postes ministériels et quelques unes des hautes fonctions au sein des principaux partis politiques, y compris le RDPC, parti au pouvoir.

Les pygmées ne sont représentés ni à l'Assemblée nationale, ni à une quelconque haute fonction de l'État.

### Section 4 : Corruption et transparence dans la fonction publique

La loi prévoit des sanctions pénales contre la corruption officielle, mais le gouvernement n'a pas appliqué cette loi avec efficacité, et des agents publics se sont livrés à des pratiques de corruption en toute impunité. Les indicateurs 2009 de la gouvernance dans le monde publiés par la Banque mondiale reflètent la gravité du problème de corruption. Selon les perceptions du public, les fonctionnaires du pouvoir judiciaire et de l'administration étaient disposés à recevoir des pots-de-vin dans pratiquement toutes les situations. La corruption était répandue à tous les niveaux de l'administration. Au courant de l'année, le gouvernement a sanctionné une douzaine de ses membres, notamment ceux des administrations précédentes, pour des actes de corruption et de mauvaise gestion.

La Commission nationale anticorruption (CONAC) est le principal organisme indépendant de lutte contre la corruption dans le pays. Seulement, elle est acquise au président. En 2009, la CONAC avait reçu 312 requêtes concernant la corruption et des infractions connexes, dont 238 ont donné lieu à des poursuites judiciaires. L'Agence nationale d'investigation financière (ANIF), une unité distincte de renseignement financier qui lutte contre le blanchiment d'argent, a transmis aux

## CAMEROUN

---

autorités judiciaires 104 des 405 rapports faisant état de transactions suspectes depuis la création de cette agence en mai 2005. Au niveau de l'ANIF, on ne connaît pas la suite réservée à ces 104 rapports.

La police a été impliquée dans des actes de corruption. Selon certains rapports, des individus ont payé des pots-de-vin à des policiers et à des fonctionnaires de justice pour rester en liberté. Des éléments de la police ont demandé des pots-de-vin aux postes de contrôle, et des citoyens influents, semble-t-il, ont payé la police pour qu'elle arrête ou maltraite des individus avec lesquels ils avaient des différends personnels.

La corruption dans le corps de la police a été sanctionnée durant l'année.

Par exemple, le 18 janvier, le Délégué général à la Sûreté nationale, Emmanuel Edou, a suspendu de ses fonctions l'inspecteur de police Eric Brice Essama, en fonction au poste de police de Nkoteng, dans la région du Centre. La suspension était de trois mois, sans solde, pour extorsion d'argent et indiscipline. Une action judiciaire était encore en cours à la fin de l'année.

Le 5 mai, Emmanuel Edou a infligé à l'officier de police de second grade Zaza Mahamat, une suspension de trois mois sans solde, pour détournement de fonds publics et abus de confiance. L'affaire était encore en instance de jugement à la fin de l'année.

La corruption a été un problème dans l'appareil judiciaire. Selon plusieurs rapports de presse, des autorités judiciaires auraient accepté des paiements illicites de la part de certaines familles de détenus, en échange d'une réduction de la peine ou de l'élargissement pur et simple de leurs proches. Le parti pris des juges (agissant souvent sur instruction du gouvernement) a souvent eu pour effet d'interrompre ou de prolonger les procédures judiciaires. De nombreuses personnes politiquement ou économiquement bien placées ont bénéficié d'une immunité quasi totale les protégeant de toutes poursuites, et certaines affaires politiquement délicates ont parfois été réglées au moyen de pots-de-vin.

Au cours de l'année, les forces de sécurité ont arrêté plusieurs anciens membres du gouvernement accusés de corruption. Généralement détenus dans des quartiers distincts, ces derniers ont bénéficié d'un traitement de faveur.

Le 6 janvier, la police a arrêté et détenu Haman Adama, ancienne ministre de l'Éducation de base et Roger Ntongo Onguene, ancien directeur général des

## CAMEROUN

---

Aéroports du Cameroun, accusés de corruption. Les deux anciens fonctionnaires, accusés de détournement de fonds publics d'un montant estimé en centaines de millions de francs CFA, étaient encore en détention provisoire à la fin de l'année.

Le 12 janvier, la police a arrêté et mis en détention Catherine Abena, ancienne Secrétaire d'État aux enseignements secondaires, pour détournement de deniers publics. À la fin de l'année, Abena était encore en détention provisoire à la prison de Kondengui.

Le 12 août, la CONAC a informé le public que les enquêtes 47 responsables du ministère de l'Agriculture accusés de corruption ont été bouclées et que les dossiers ont été transmis au pouvoir judiciaire pour les poursuites. Les 47 responsables étaient, semble-t-il, impliqués dans le détournement des fonds publics destinés à booster la production du maïs.

Le 6 octobre, le Tribunal de Grande Instance du Wouri a débuté les auditions dans l'affaire Paul Ngamo Hamani, ancien directeur général de la Cameroon Airlines, arrêté en mars 2009 pour détournement de deniers publics. Le procès était en cours à la fin de l'année.

D'après le *Rapport du ministre de la Justice sur l'état des Droits de l'homme au Cameroun en 2009*, des douzaines de procès ont été intentés contre des personnes pour détournement présumé de deniers publics dans des sociétés publiques et para publiques en 2009. À titre d'exemple, au Tribunal de Grande Instance de Yaoundé, les enquêtes préliminaires ont été ouvertes sur 49 cas de détournement de deniers publics ; 64 cas étaient à la phase **d'audition et d'inculpation** ; et 31 jugements ont été rendus, dont 16 ont fait l'objet d'appel.

D'après le Rapport du ministre de la Justice sur l'état des Droits de l'homme au Cameroun en 2009, la Cour d'Appel de Douala, en 2009, a condamné Alphonse Siyam Siwe et deux autres prévenus à la réclusion à perpétuité pour détournement de deniers publics, le Tribunal d'instance les ayant condamnés précédemment à des peines de 30 ans de prison. Pour les autres personnes accusées dans cette affaire, l'une a écopé de 25 ans de prison, huit de 15 ans chacune et une autre d'un an de prison. La Cour a par ailleurs infirmé la décision d'acquittement de sept prévenus rendue par le Tribunal de grande instance du Wouri, pour en condamner six à 15 ans de prison et un à un an de prison.

## CAMEROUN

---

Jérôme Mendouga, ancien ambassadeur arrêté en avril 2009 pour détournement de deniers publics en rapport avec l'achat de l'avion présidentiel, était encore en détention provisoire à la fin de l'année.

Il n'y a pas eu d'évolution dans l'affaire de corruption initiée en 2009, impliquant notamment Dieudonné Ambassa Zang, député du RDPC, dont l'immunité parlementaire avait été levée en août 2009. À la fin de l'année, Ambassa Zang n'avait pas encore été arrêté. Il et aurait quitté le pays.

Il n'y a pas non plus eu d'évolution dans l'affaire Jean-Baptiste Nguini Effa, ancien directeur général de la Société camerounaise de Dépôts pétroliers, arrêté en 2009 et mis en détention avec six de ses proches collaborateurs pour détournement de deniers publics. À la fin de l'année, Nguini et les six autres accusés étaient encore en détention provisoire.

Certaines affaires de corruption initiées en 2008 ont connu de nouveaux développements.

Le 16 février, le Tribunal de Grande Instance de Yaoundé a ouvert le procès d'Urbain Olanguena Awono, ancien ministre de la Santé publique, arrêté en 2008 pour détournement de deniers publics. Le procès était en cours à la fin de l'année.

Le 17 mars, le Tribunal de Grande Instance de Yaoundé a ouvert le procès de Polycarpe Abah Abah, ancien ministre des Finances arrêté en 2008. Abah Abah est accusé de détournement de plus de deux milliards de Francs CFA (4 millions de dollars) alors qu'il était à la tête de la Direction des impôts. Le procès, qui est en cours, a déjà fait l'objet de plusieurs renvois, en raison notamment de l'état de santé du défendant, et du fait que le Ministère public a interjeté appel d'une décision d'annuler certains chefs d'accusation pesant contre le prévenu.

Le 29 février, le Tribunal de Grande Instance de Yaoundé a ouvert le procès de Jean Marie Atangana Mebara, ancien secrétaire général de la Présidence, arrêté en 2008 pour détournement de fonds lors de l'acquisition d'un avion pour le Président Biya, opération qui a fait perdre plus de 15 milliards de Francs CFA (30 millions de dollars) au trésor public. Le procès de Mebara a déjà fait l'objet de plusieurs renvois, en raison notamment de l'absence de deux des trois juges de la collégialité.

Le 28 octobre, le Tribunal de Grande Instance de Douala a condamné Zacchaeus Mungwe Forjindam, ancien directeur général du Chantier naval industriel du Cameroun, à 12 ans de prison avec confiscation de biens personnels pour

## CAMEROUN

---

détournement des deniers publics. Forjindam, arrêté en 2008, avait fait appel d'une décision du tribunal d'instance. La Cour a également condamné Forjindam et ses co-accusés à 850 millions de francs CFA (1,7 million de dollars) de dommages-intérêt.

Il n'y a pas eu d'évolution dans l'affaire de corruption initiée en 2008, concernant notamment Paulin Abono Moampamb, ancien Secrétaire d'État et maire de Yokadouma, arrêté et mis en détention pour détournement de deniers publics.

La Constitution et la loi exigent des hauts fonctionnaires de l'État, y inclus les membres du gouvernement, qu'ils déclarent leur biens ; mais à la fin de l'année, le Président n'avait pas encore émis le décret d'application nécessaire.

Il n'y avait pas de lois permettant aux citoyens d'accéder à l'information publique détenue par le gouvernement et cet accès était difficile à obtenir. La plupart des documents du gouvernement, tels que les statistiques, la correspondance échangée entre les diverses administrations, les projets de loi et les rapports d'enquête, n'étaient pas mis à la disposition du public ou des médias.

Section 5 Attitude des pouvoirs publics concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits humains

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits humains ont mené des enquêtes et publié des constatations se rapportant aux droits humains ; cependant, des responsables publics ont à plusieurs reprises réduit l'efficacité des ONG locales de défense de droits humains au cours de l'année en harcelant leurs membres, en limitant leur accès à des prisonniers, en refusant de partager des informations, en les menaçant de violence et en faisant usage de violence envers eux.

Malgré ces restrictions, de nombreuses ONG locales et indépendantes de défense des droits humains ont mené leurs activités. On peut citer notamment : la Ligue nationale des droits de l'homme, l'Organisation de défense des droits de l'homme et des libertés, l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes, le Mouvement de défense des droits de l'homme et des libertés, et l'Association camerounaise des femmes juristes (ACAFEJ). Les pouvoirs publics ont travaillé en collaboration avec les ONG nationales face au problème du travail des enfants, des droits des femmes et de la traite des personnes.

## CAMEROUN

---

La Commission nationale des droits de l'homme et des Libertés (CNDHL) a été confrontée à un manque de moyens financiers. Toutefois, au cours de l'année, elle a mené plusieurs enquêtes sur les atteintes aux droits humains, visité des prisons et organisé des séminaires sur les droits humains, notamment à l'intention des fonctionnaires de justice, du personnel de sécurité et d'autres responsables publics. Bien que la CNDHL ait rarement critiqué publiquement le gouvernement pour ses atteintes aux droits humains, elle est intervenue auprès des autorités publiques pour attirer leur attention sur certaines violations commises par les forces de sécurité. Au cours de l'année, la CNDHL a poursuivi ses efforts contre la pratique des « arrestations du vendredi » (détention de personnes le vendredi pour prolonger le délai d'attente avant la comparution en justice) et a continué de lutter pour que les suspects emprisonnés bénéficient de soins médicaux. Des responsables de l'État ont également participé à plusieurs séminaires organisés par la CNDHL.

Le 24 juin, à Douala, au niveau du quartier Ndogbong, des gendarmes ont arrêté et détenu Mboua Massock, un militant politique et des droits humains, qui distribuait des tracts dans la rue ; Massock a été libéré deux heures plus tard. D'après les gendarmes, le message des tracts était susceptible de perturber l'ordre public. Massock avait fait l'objet de deux arrestations en 2009 pour détérioration de biens publics (défiguration d'un monument), une accusation qu'il n'a pas rejetée.

Il n'y a pas eu de nouveaux développements dans l'affaire Aïcha Ngo Eheg, une militante des droits humains arrêtée, battue et déshabillée par la police anti-émeute de Douala en février 2008. En effet, Ngo Eheg, avec d'autres manifestants, s'étaient réunis au quartier Bépanda, à Douala, pour protester contre les changements constitutionnels visant l'élargissement du pouvoir présidentiel.

L'État a coopéré avec des organisations gouvernementales internationales et autorisé les visites des représentants des Nations Unies et d'autres organisations, y compris le CICR.

Contrairement à l'année précédente lorsque le gouvernement avait refusé des visas à l'équipe d'Amnesty International (AI) suite à la publication de son rapport annuel, les autorités ont accordé des visas à deux responsables d'AI qui ont visité le pays en août. Au cours de leur visite de 10 jours, les deux responsables ont rencontré de hauts fonctionnaires de l'État, y compris le Premier Ministre et le ministre de la Justice. Ils ont également tenu des réunions avec le CNDHL et des ONG locales de défense des droits humains.

## CAMEROUN

---

La Commission des Lois constitutionnelles, des droits de l'Homme et des Libertés, de la Justice, de la Législation, du Règlement et de l'Administration de l'Assemblée nationale est chargée de l'examen de tout projet de loi sur les droits de l'homme émanant du gouvernement.

Le 2 novembre, le gouvernement a publié le *Rapport du ministère de la Justice sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun en 2009*. Ce rapport s'emploie à énumérer les mesures prises par les pouvoirs publics face aux questions de droits de l'homme, notamment les mesures judiciaires et disciplinaires adoptées à l'encontre des responsables reconnus coupables de corruption ou d'autres inconduites. Il fait état de centaines d'enquêtes, de mesures disciplinaires et de poursuites engagées en 2009 (voir les sections 1.c., 1.d. et 4).

### Section 6 Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La loi n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur la race, la langue ou le statut social ; en revanche, elle interdit fermement la discrimination fondée sur le sexe et dispose que tous les hommes ont des droits égaux et des obligations égales. Toutefois, le gouvernement n'a pas appliqué ces dispositions de manière efficace. La violence et la discrimination à l'égard des femmes, la traite des personnes, les minorités ethniques, les homosexuels et les lesbiennes ont posé des problèmes.

#### Les Femmes

La loi criminalise le viol, et prévoit des sanctions allant de cinq à dix ans d'emprisonnement contre les personnes déclarés coupables de viol ; mais la police et les tribunaux ont rarement mené des enquêtes et engagé des poursuites dans les cas de viol. Bien plus, la loi n'évoque pas le cas du viol conjugal. Une étude menée en 2009 a révélé que des centaines de milliers de jeunes filles et de femmes ont été victimes de viol entre 1970 et 2008 (voir aussi la section 6, Enfants). En raison des tabous sociaux associés à la violence sexuelle, de nombreux cas de viol ne sont pas déclarés ; les médias n'en ont rapporté que quatre au cours de l'année. On ne sait pas si oui ou non les cas rapportés ont entraîné des procédures judiciaires. En juin 2009, l'Agence allemande de coopération internationale, en collaboration avec des ONG locales, avait lancé une campagne nationale contre le viol, laquelle s'est poursuivie pendant l'année.

La loi n'interdit pas spécifiquement la violence domestique, bien que l'agression soit interdite et passible de peines de prison et d'amendes. En décembre 2008, une étude de La Maison des droits de l'homme, une ONG basée à Douala, avait

## CAMEROUN

---

rapporté qu'environ 39 % des femmes sont victimes de violences physiques. Un sondage de 2005 cité dans le quotidien *Cameroon Tribune* a indiqué que 39 % des femmes qui vivent avec un homme (mariées avec lui ou non) étaient victimes de violences physiques et que 28 % étaient victimes de violences psychologiques. Les défenseurs des droits de la femme ont affirmé que les sanctions pour violence domestique n'étaient pas suffisantes. La violence conjugale n'est pas un motif légal de divorce.

La loi n'interdisant pas le harcèlement sexuel, le gouvernement n'a pas consacré de campagnes d'éducation du public à la question et il n'y avait pas de statistiques sur l'ampleur du phénomène.

Dans les régions septentrionales rurales, les pressions sociétales ont continué à renforcer les tabous qui empêchent de parler de contraception et de toutes les autres questions liées à la sexualité. Toutefois, en coopération avec des ONG, le gouvernement a exécuté des programmes conçus pour éduquer les ménages, et en particulier les hommes, pour qu'ils comprennent mieux les aspects positifs d'un espacement raisonnable des naissances. Lors du lancement de la campagne contre la mortalité maternelle en mai, le ministre de la Santé publique a révélé qu'au Cameroun, 12 femmes par jour ont perdu la vie pendant l'accouchement et que le taux de mortalité maternelle était de 669 femmes pour 100 000 naissances. Les soins prénataux, une assistance qualifiée lors de l'accouchement, et les soins post-partum n'étaient pas disponibles pour toutes les femmes, en particulier pour celles qui vivent en zones rurales. Depuis plusieurs années, le ministère de la Santé publique produit des programmes radiotélévisés sur la parenté responsable, encourageant notamment les couples à utiliser des méthodes de contraception pour espacer les naissances. Les couples sont aussi encouragés à se faire dépister au VIH pour connaître leur statut sérologique avant la conception. Au cours de l'année, les efforts visant à accroître le dépistage du VIH chez toutes les femmes enceintes se sont poursuivis dans les établissements de santé ; les femmes ont été diagnostiquées et traitées pour les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/SIDA ; et toutes les campagnes menées par les pouvoirs publics et la société civile contre la maladie ont ciblé à la fois les hommes et les femmes.

Malgré les dispositions constitutionnelles garantissant les droits des femmes, celles-ci n'ont pas joui des mêmes droits et privilèges que les hommes, et certaines dispositions du droit civil leur ont été préjudiciables. Par exemple, la loi permet au mari de s'opposer à ce que son épouse travaille ; le mari peut également mettre un terme aux activités commerciales de son épouse ; il suffit pour cela d'en notifier le greffier du tribunal de commerce. Le droit coutumier est bien plus discriminatoire

à l'égard des femmes car, dans de nombreuses régions, la femme était considérée traditionnellement comme la propriété du mari. En raison de l'importance attachée aux coutumes et aux traditions, il est fréquent que les dispositions du droit civil protégeant les femmes n'étaient souvent pas respectées. Par exemple, dans certains groupes ethniques, les femmes ne pouvaient pas hériter de leurs maris. Le ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille a œuvré avec d'autres organismes gouvernementaux pour favoriser le respect des droits conférés aux femmes par la loi.

### Les enfants

La citoyenneté découle de la nationalité des parents et il incombe à ces derniers de déclarer les naissances. Pour cela, les parents doivent obtenir une déclaration de naissance auprès de l'hôpital ou de l'établissement de santé où l'enfant est né, puis remplir une demande d'inscription à l'état civil. Une fois le dossier complet et approuvé, la mairie délivre l'acte de naissance. En raison du fait que plusieurs enfants ne sont pas nés dans des centres de santé structurés, et que certains parents n'arrivent pas à se présenter dans les services administratifs locaux, plusieurs naissances n'ont pas été enregistrées et les statistiques relatives à ces cas n'étaient pas disponibles. Au cours des dernières années, le gouvernement a créé des centres d'état civil spéciaux dans les zones reculées pour permettre aux populations des zones rurales d'enregistrer leurs enfants. Les citoyens qui n'ont pas accès à ces ressources se sont tournés vers un réseau de fabrication prospère, en vue de l'obtention des actes de naissance nécessaires pour l'inscription dans un établissement scolaire ou l'établissement d'une carte nationale d'identité. Le gouvernement a poursuivi le programme lancé en 2005 à l'effet de délivrer des actes de naissance aux populations Baka, qui étaient pour la plupart sans acte de naissance (voir section 6, Les peuples autochtones). Ce programme a également contribué à la scolarisation des enfants Baka.

La fréquentation scolaire est obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. Toutefois, les parents paient des frais pour les uniformes et les manuels scolaires dans l'enseignement primaire, et les frais de scolarité et autres dans l'enseignement secondaire, ce qui, dans une grande mesure, met l'éducation hors de portée d'un bon nombre d'enfants. Le gouvernement a maintenu ses efforts, dans le cadre d'un programme triennal visant à améliorer l'accès à l'enseignement, notamment par la construction de nouvelles salles de classe, le recrutement de nouveaux enseignants et l'installation de bornes-fontaines.

## CAMEROUN

---

Selon les statistiques du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) de 2008, 77% des filles de 6 à 14 ans étaient scolarisées dans l'enseignement primaire, contre 88 % des garçons du même groupe d'âge. Selon un rapport de 2006 de la présidence, le taux de scolarisation secondaire était de 38% pour les garçons et de 37% pour les filles. Le faible taux de scolarisation était attribué au coût de l'éducation, la scolarisation des filles étant davantage réduite par les mariages précoces, le harcèlement sexuel, les grossesses indésirées, les préjugés et les responsabilités familiales.

La maltraitance à l'égard des enfants a existé malgré l'absence de statistiques. La presse a souvent fait état d'enlèvements et de mutilations d'enfants et même d'infanticides. Plusieurs articles crédibles ont fait état des cas de mères (généralement jeunes, sans emploi et célibataires) qui ont abandonné leurs nouveau-nés dans la rue, les bacs à ordures et les fosses sceptiques.

La loi n'interdit pas la mutilation génitale féminine (MGF) dont on a enregistré des cas dans des zones reculées des régions de l'Extrême Nord, de l'Est et du Sud-ouest. On n'a pas pu obtenir de statistiques sur la prévalence de cette pratique.

Les migrations internes ont contribué à l'expansion de la MGF dans différentes régions du pays. La clitoridectomie a été la forme de MGF la plus courante. Sa forme la plus grave, à savoir, l'infibulation, a été pratiquée dans la localité de Kajifu dans la région Sud-ouest. La MGF était généralement pratiquée sur les petites filles en bas âge et les préadolescentes. Les centres de santé publique des zones où la MGF était courante ont sensibilisé les femmes sur les conséquences nocives de ces pratiques ; toutefois, quelques praticiens ont été pris en flagrant délit, mais les pouvoirs publics n'ont poursuivi aucune des personnes reconnues coupables. Selon l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes, les praticiens de la MGF organisaient fréquemment des cérémonies secrètes (et non publiques) après avoir soumis une fille à une opération de MGF.

D'après des rapports de presse, de nombreuses camerounaise ont été victimes du repassage de seins, une procédure consistant à aplatir les seins naissant d'une fille à l'aide de pierres chauffées. Cette pratique est en effet considérée comme une manière de retarder le développement physique d'une fille, limitant ainsi le risque d'agression sexuelle et de grossesse chez les adolescents. Les filles à partir de 9 ans ont été soumises à cette pratique, qui a causé des brûlures, des déformations et des problèmes psychologiques.

Bien que l'âge minimum du mariage soit de 15 ans pour les filles, de nombreuses familles ont facilité le mariage de jeunes filles dès l'âge de 12 ans. Le mariage

## CAMEROUN

---

précoce était une pratique courante dans les régions septentrionales de l'Adamaoua, du Nord et en particulier de l'Extrême-Nord, où de nombreuses filles d'à peine neuf ans ont été exposées à des risques de santé graves du fait de la grossesse. On n'a pas pu obtenir des statistiques sur la prévalence du mariage d'enfants.

Les enfants de moins de 18 ans étaient impliqués dans la prostitution, problème très répandu, semble-t-il, malgré l'absence de statistiques.

En 2009 l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) a mené une étude qui a estimé à 432 000 le nombre de femmes et de filles violées au cours des 20 dernières années. Vingt pour cent des viols étaient perpétrés par des membres de la famille et l'âge moyen des victimes était de 15 ans. D'après Flavien Ndonko, le chef du programme VIH/Sida de la GTZ, l'ampleur du viol s'accroît de façon constante, et un violeur seulement sur 20 a été condamné. En 2009, la GTZ avait mené une campagne pour encourager les victimes à parler publiquement du viol. En septembre, le ministère des Affaires sociales, l'UNICEF et l'École Instrument de Paix, une ONG locale, ont organisé un atelier à Douala sur le problème grandissant de l'exploitation sexuelle des enfants.

Environ 2 000 enfants vivaient dans les rues des principaux centres urbains. Le projet de lutte contre le Phénomène des Enfants de la rue, un projet gouvernemental exécuté en partenariat avec des ONG, a permis de rassembler des renseignements sur les enfants de la rue et de leur offrir des soins de santé, l'éducation et l'aide psychosociale. Ce projet a par ailleurs contribué à renforcer la capacité d'accueil des centres spécialisés.

Le Cameroun n'est pas parti à la Convention de la Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour de plus amples informations sur le rapt international d'enfants par le père ou la mère, veuillez visiter le rapport annuel du Département d'État sur la conformité à l'adresse suivante :

[http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport\\_4308.html](http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html)

L'antisémitisme

La communauté juive était très petite, et aucun acte antisémite n'a été rapporté.

La traite des personnes

## CAMEROUN

---

Pour obtenir des informations sur la traite des êtres humains, veuillez consulter le *Rapport* annuel du Département d'État sur la traite *des personnes* à l'adresse suivante : [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

### Les personnes handicapées

En avril, le président de la République a promulgué une nouvelle loi portant protection et promotion des personnes handicapées, partiellement en raison de la rareté des installations propices à ces personnes et du manque d'assistance publique. Cette nouvelle loi dispose que les nouveaux bâtiments publics et privés ou ceux existants déjà doivent être conçus ou aménagés de manière à en faciliter l'accès aux personnes handicapées. Si tous les enfants ont droit à une scolarisation primaire gratuite, la nouvelle loi étend la gratuité de l'enseignement au secondaire public pour les personnes handicapées et les enfants nés de parents handicapés. Elle prévoit par ailleurs un système de couverture de la première formation professionnelle et des prestations médicales, un traitement préférentiel en matière d'accès à l'emploi (dans la mesure du possible) et une assistance publique le cas échéant.

Le 1er février, le ministre des Affaires sociales a publié un guide pour sensibiliser les personnes handicapées sur leurs droits légaux et les services mis à leur disposition. Les Nations Unies ont fourni une partie du financement pour la réalisation d'un nouveau guide publié en novembre.

Les personnes handicapées étaient perçues dans la société comme des bannis, et beaucoup de personnes estimaient qu'il revenait aux églises ou aux ONG étrangères de leur porter assistance.

### Minorités nationales, raciales et ethniques

La population compte plus de 250 groupes ethniques, parmi lesquels les allégations de discrimination ont été fréquentes et crédibles. Les groupes ethniques ont souvent accordé un traitement préférentiel à leurs propres membres dans la vie sociale comme dans les affaires. Par exemple, les membres du groupe bété-bulu de la partie australe du pays, auquel appartient le Président, détiennent des postes clés et sont représentés dans une mesure disproportionnée au gouvernement, dans les entreprises publiques, dans les forces de sécurité et au sein du RDPC, parti au pouvoir.

## CAMEROUN

---

Les zones septentrionales sont demeurées le théâtre de tensions ethniques entre les Foulani (ou Peuls) et les Kirdi qui, sur les plans social, éducatif et économique, sont désavantagés par rapport aux Foulani dans les trois régions du Septentrion.

Les chefs traditionnels Foulani (les lamibe) ont continué d'exercer une grande autorité sur leurs sujets, dont certains sont souvent des Kirdi, et les ont parfois assujettis à la dîme et aux travaux forcés. Des cas isolés d'esclavage ont été signalés, concernant essentiellement l'asservissement des Kirdi par les Foulani. Plusieurs Foulani ont engagé des Kirdi, moyennant des salaires dérisoires, pour effectuer des tâches qu'ils considèrent comme inférieures et dévalorisantes.

Les 40 personnes détenues en rapport avec les violences ethniques qui avaient éclaté en 2008 à la suite d'un match de football entre des membres des groupes ethniques Bamiléké et Yebekolo étaient encore en détention.

Contrairement aux années précédentes, il n'a pas été rapporté qu'Alhadji Baba Ahmadou Danpullo, homme d'affaires richissime ayant des accointances avec le gouvernement, aurait trompé des femmes M'Bororo pour avoir des relations sexuelles avec elles, déplacé des M'Bororo de force et confisqué leurs terres et leurs cheptels, ou se serait servi de sa richesse et de ses relations dans le gouvernement pour faire bastonner et emprisonner des membres de l'ethnie M'Bororo sous des prétextes fallacieux

### Peuples autochtones

Quelque 50 000 à 100 000 Bakas, notamment les Bakolas et les Bagyelis (Pygmées) vivent principalement dans les zones forestières des régions du Sud et de l'Est (dont ils sont les premiers habitants connus). Bien qu'il n'existe pas de discrimination légale, les autres groupes ethniques ont souvent traité les Baka comme un peuple inférieur et les ont parfois soumis à des pratiques injustes et exploitantes en matière d'emploi. Le gouvernement n'a pas protégé effectivement les droits civils et politiques des peuples Baka, mais il a fourni des efforts pour les aider à obtenir des cartes d'identité nationale, qui constituent un premier pas important vers la participation et la représentation au sein des institutions susceptibles de mieux protéger leurs droits. Les Baka, semble-t-il, ont continué à se plaindre de ce que les forêts qu'ils habitent sont exploitées sans que leur soit versée une juste rémunération. Certains observateurs pensent que l'exploitation forestière constante détruit le mode de croyance des Baka, qui est tout à fait singulier et axé sur la forêt, et les oblige à adapter leurs systèmes socioéconomiques traditionnels

## CAMEROUN

---

pour en faire une société moderne plus rigide, comparable à celle des Bantou, leurs voisins.

Les autochtones Baka qui vivent le long de l'oléoduc Tchad-Cameroun ont continué à se plaindre de ne pas avoir été justement indemnisés pour leur terre ou d'avoir été trompés par des personnes qui prétendaient être des représentants des Baka.

On estime que 95 % des Baka ne possédaient pas de carte d'identité nationale ; pour la plupart, les Baka n'ont pas les moyens de se procurer les documents nécessaires pour se faire établir cette pièce d'identité, qui est exigée pour voter lors des élections nationales. En 2005, le ministère des Affaires sociales avait lancé le Projet d'appui au développement économique et social des Baka dans la région du Sud. Ce projet a pour but de faciliter la délivrance d'actes de naissance et de cartes d'identité nationales à 2 300 Bakas, ainsi que la scolarisation de centaines d'enfants. En août 2009, le coordonnateur régional du Programme national de développement participatif, l'organisme d'exécution de ce projet, a fait savoir qu'environ 2 000 actes de naissance et 1 000 cartes d'identité nationale avaient été établis dans le cadre de cette initiative. Le programme s'est poursuivi pendant l'année.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence fondés sur l'orientation et l'identité sexuelles

L'homosexualité est illégale et passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende allant de 20 000 à 200 000 francs CFA (40 à 400 dollars). Au cours de l'année, trois personnes à Douala et deux à Yaoundé ont été arrêtées pour homosexualité présumée. Les autorités ont poursuivi au moins quatre personnes en vertu de cette loi pendant l'année. Les homosexuels ont généralement fait profil bas à cause de la stigmatisation, du harcèlement et des discriminations sociétales généralisés, ainsi que de la peur d'être emprisonnés. Des homosexuels et des lesbiennes ont été soumis à des harcèlements et à des extorsions de la part des agents d'application de la loi. Certaines personnes ont eu recours à de fausses allégations d'homosexualité pour harceler des ennemis ou pour extorquer des fonds.

Le 28 décembre, le Tribunal de Première Instance de Douala a ordonné la remise en liberté d'Alain Nje Penda, qui avait été accusé d'homosexualité et mis en détention provisoire en novembre 2009.

## CAMEROUN

---

Plusieurs organisations de défense des droits des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels étaient actives dans le pays. Les membres de ces organisations ont fait l'objet d'une certaine discrimination ; cependant, aucun cas susceptible d'être citer en exemple n'a été rapporté.

### Autres violences et discriminations sociétales

Les personnes vivant avec le VIH/sida ont souvent fait l'objet de discrimination et ont été rejetées par leur famille et la société du fait de la stigmatisation sociétale et du manque d'éducation concernant cette maladie

### Section 7 Droits des travailleurs

#### a. Droit d'association

La loi garantit aux travailleurs le droit de former des syndicats et d'adhérer à ceux de leur choix. Toutefois, l'État a imposé de nombreuses restrictions à cette liberté, tant par des moyens juridiques que dans les faits. Le Code du travail ne s'applique pas aux secteurs agricoles ou informels ; par conséquent, la majorité des travailleurs n'est pas couverte par la loi. Le nombre de travailleurs exerçant dans le pays a été estimé à 10 millions, même si moins de 700 000 exercent dans le secteur formel. Soixante-dix pourcent des travailleurs relevaient du secteur agricole, 13 pourcent du secteur industriel et 17 pourcent du secteur des services. La loi n'autorise pas la création de syndicats réunissant des travailleurs du secteur public et du secteur privé, ni celle de syndicats comprenant des secteurs différents, même si ceux-ci sont étroitement apparentés.

Aux termes de la loi, les syndicats sont tenus de s'enregistrer auprès des services publics ; la loi autorise les groupes d'au moins 20 travailleurs à établir un syndicat en soumettant un acte constitutif, un règlement intérieur et un casier judiciaire vierge pour chaque membre fondateur. Les syndicats enregistrés ne peuvent pas être dissoutes par une décision administrative ; leur dissolution passe nécessairement par une procédure judiciaire. Toutefois, la loi prévoit des peines de prison et des amendes pour les travailleurs qui forment un syndicat et mènent des activités syndicales sans enregistrement. Ces sanctions constituent des violations aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les syndicats ou associations de fonctionnaires ne peuvent pas s'affilier à une organisation ou un syndicat étranger de travailleurs sans l'autorisation préalable du ministre en charge des « libertés publiques ».

## CAMEROUN

---

L'ingérence des pouvoirs publics, semble-t-il, a pris diverses formes, y compris la reconnaissance sélective de certains syndicats et l'application incohérente des lois. Selon les autorités gouvernementales, l'État délivre le certificat d'enregistrement dans un délai d'un mois ; mais, des syndicats indépendants, en particulier ceux du secteur public, ont éprouvé des difficultés à se faire enregistrer. C'est ainsi, par exemple, que le Syndicat national des enseignants du supérieur n'a pas été officiellement enregistré, mais a mené ses activités sans l'interférence des pouvoirs publics.

Les syndicats enregistrés ont également subi l'ingérence des pouvoirs publics. Les autorités choisissent les syndicats avec lesquels elles sont disposées à mener des négociations ; certains syndicats indépendants ont accusé le gouvernement de créer de petits syndicats non représentatifs mais disposés à faire des compromis, avec lesquels il peut négocier plus facilement. Certaines dispositions du Code du travail sont restées lettre morte, la Présidence n'ayant pas émis les décrets d'application y afférents.

Le Code du travail reconnaît expressément le droit de grève des travailleurs, mais seulement après une procédure arbitrale obligatoire. De manière générale, les travailleurs ont exercé ce droit au cours de l'année. Des universités et des hôpitaux, la compagnie nationale de l'eau, l'Ordre des avocats du Cameroun, le Parc National du matériel de génie civil, la compagnie ferroviaire nationale et les conducteurs de motos-taxis ont connu des mouvements de grève.

Les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force pour disperser une manifestation organisée par l'Union des Journalistes du Cameroun (voir section 2.b.)

Les décisions arbitrales sont juridiquement contraignantes, mais souvent inapplicables lorsque les parties refusent de coopérer. Les pouvoirs publics et les employeurs ont souvent eu à annuler ou ignorer des décisions d'arbitrage. Les fonctionnaires, les employés du système pénitentiaire et le personnel chargé de la sécurité nationale n'ont pas le droit de grever. Au lieu de faire grève, les fonctionnaires présentent directement leurs doléances au chef du département ministériel concerné et au ministère du Travail et de la sécurité social.

### b. Droit de s'organiser et de négocier collectivement

## CAMEROUN

---

La constitution et la loi prévoient le droit de négociation collective entre les travailleurs et la direction, ainsi qu'entre les fédérations de syndicats et les associations d'entreprises dans chaque secteur de l'économie.

Le 27 janvier, le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale a présidé à la signature d'une convention de négociation collective dans le secteur portuaire. Le 24 novembre, il a présidé à la signature d'une autre convention pour le secteur bancaire. En 2009, le ministre avait présidé à la signature des conventions collectives dans les secteurs des arts graphiques et de l'agriculture.

Après la négociation des conventions, il n'y pas de mécanisme en place pour leur mise en œuvre ; les pouvoirs publics ont ignoré certains accords passés avec les syndicats.

La Constitution et la loi interdisent tout acte de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale, et les employeurs coupables de discrimination sont passibles d'amendes pouvant atteindre environ un million de francs CFA (2 000 dollars). Toutefois, des employeurs jugés coupables n'ont pas été amenés à dédommager les victimes, ni à réintégrer les employés licenciés. Le ministère du Travail et de la Sécurité sociale n'a signalé aucun cas de discrimination antisyndicale de la part d'employeurs privés au cours de l'année ; pourtant, des rapports concordants de presse indiquent que des délégués syndicaux ont été harcelés.

Les zones franches industrielles sont soumises au droit du travail, à l'exception des dispositions suivantes : le droit de déterminer les salaires en fonction du rendement, la libre négociation des contrats de travail et la délivrance automatique de permis de travail pour les travailleurs expatriés.

### c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution et la loi interdisent le travail forcé ou obligatoire, notamment celui des enfants. Pourtant, quelques cas ont été signalés.

L'esclavage est une pratique illégale dans le pays et la loi punit de 10 à 20 ans de prison les personnes coupables d'esclavage ou de traite d'êtres humains aux fins de travail forcé. Toutefois, des anciens esclaves ont rapporté que la pratique de l'esclavage et la servitude héréditaire avaient cours dans certaines chefferies de la région du Nord. Par exemple, il a été rapporté que le Lamido (chef traditionnel) de Rey Bouba, dans la région du Nord, a des serviteurs héréditaires dans son palais.

## CAMEROUN

---

Le lamido de Rey Bouba a été remplacé par son fils en 2004, certes, mais les serviteurs héréditaires sont restés. On ne sait pas si la décision de rester a été motivée par la peur, le manque d'options ou par le fait que les serviteurs héréditaires ne connaissent que le système traditionnel, hiérarchique et autoritaire des lamibé.

Il est arrivé que des autorités pénitentiaires mettent des prisonniers à la disposition d'employeurs privés, ou les fassent travailler comme main d'œuvre communale pour la réalisation de travaux publics communaux, moyennant une contre partie. L'argent ainsi généré est généralement revenu aux administrateurs des prisons et non aux détenus.

Dans les régions du Sud et de l'Est, des Baka, y compris des enfants, ont continué d'être exploités par les propriétaires terriens qui, notamment, les ont astreints au travail forcé sans rémunération dans leurs exploitations agricoles pendant la période des récoltes.

Consulter également le *Rapport annuel* du Département d'État *sur la traite des êtres humains* à l'adresse suivante : [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

### d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

En général, la loi protège les enfants contre l'exploitation au travail et prévoit des sanctions allant d'amendes à des peines de prison pour les contrevenants; pourtant, le travail des enfants est demeuré un problème, surtout dans les secteurs informels. Le gouvernement interdit expressément le travail forcé et obligatoire des enfants, mais des rapports ont fait état de l'existence de cette pratique.

La loi fixe à 14 ans l'âge minimum du travail pour les enfants, interdit aux enfants de travailler pendant la nuit ou plus de huit heures par jour, et énumère les genres de travaux que les enfants de moins de 18 ans ne peuvent pas effectuer légalement, notamment la manutention de lourdes charges, les travaux dangereux et malsains, le travail dans des lieux confinés et la prostitution. Les employeurs sont tenus de dispenser une formation aux enfants de 14 à 18 ans, et les contrats de travail doivent contenir une clause relative à la formation pour les mineurs d'âge. Ces provisions n'ont pas été appliquées de manière efficace.

Selon les statistiques officielles de 2008 sur le travail des enfants, 85,2% des enfants au travail ont été utilisés dans le secteur agricole, soit sur des parcelles

## CAMEROUN

---

familiales pour des besoins de subsistance, soit dans des plantations de thé, de bananiers et de palmiers à huile. Dans le secteur informel urbain, des enfants ont travaillé comme vendeurs de rues, laveurs de voitures et domestiques. Certains enfants ont également travaillé dans des mines et des carrières. Plusieurs vendeurs de rues dans les zones urbaines étaient âgés de moins de 14 ans. Des enfants ont travaillé comme domestiques et d'autres se sont livrés à la prostitution. Des rapports crédibles ont signalé, dans le Nord, des cas d'enfants issus de ménages nécessiteux, qui ont été mis à la disposition d'autres familles pour effectuer des travaux ménagers rémunérés. La rémunération était versée à la famille de l'enfant.

Il a été rapporté que des parents ont confié leurs enfants à des marabouts (personnalités religieuses traditionnelles) à Maroua dans l'Extrême Nord, afin que ces derniers apprennent le Coran aux enfants et les préparent à devenir également des marabouts. À en croire certains rapports, nombre de ces enfants se sont vu mettre des entraves aux pieds et obligés d'effectuer des travaux forcés.

Pour les parents, le travail des enfants est à la fois une tradition et un rite de passage. En milieu rural, les parents utilisent souvent les jeunes, notamment les filles, comme aides domestiques, ce qui laisse rarement le temps à ces enfants de fréquenter l'école. En milieu rural également, beaucoup d'enfants commencent à travailler très jeunes dans les exploitations familiales. L'industrie du cacao a aussi employé des enfants, originaires pour la plupart des trois régions du nord et du Nord-Ouest.

Le ministère des Affaires sociales et le ministère du Travail et de la Sécurité sociale sont chargés de l'application des lois en vigueur sur le travail des enfants, notamment au moyen d'inspections des entreprises enregistrées ; bien que des inspections sporadiques aient eu lieu pendant l'année, l'État n'a pas alloué suffisamment de ressources pour assurer l'efficacité du programme d'inspection. En outre, les interdictions légales ne couvrent pas les travaux ménagers qui, dans de nombreux cas, dépassent les capacités des enfants. Le gouvernement dispose de 58 inspecteurs généraux, qui ont entre autres responsabilités d'enquêter sur le travail des enfants.

L'OIT a poursuivi sa collaboration avec les différents ministères et agences engagés dans la lutte contre la traite des personnes ; elle a aussi mené des enquêtes dans tout le pays et a coopéré avec des organisations locales.

## CAMEROUN

---

Au cours de l'année, le Premier Ministre a créé un comité interministériel chargé d'assurer la coordination et le renforcement de l'action gouvernementale en matière de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains.

Consulter également le Rapport annuel du Département d'État sur la traite *des êtres humains* à l'adresse suivante : [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

### e. Conditions de travail acceptables

En 2008, l'État a augmenté le salaire minimum interprofessionnel garanti et l'a fixé à 28 246 francs CFA (56 dollars) par mois. Ce salaire ne permet toutefois pas au travailleur moyen d'assurer à sa famille un niveau de vie décent. Le ministère du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de veiller au respect du salaire minimum dans tout le pays.

La loi fixe la durée standard de la semaine de travail à 40 heures dans les entreprises non agricoles, publiques et privées, et à 48 heures dans le secteur agricole et les secteurs connexes. Elle prévoit des exceptions pour les gardes et les pompiers (56 heures par semaine), le personnel du secteur des services (45 heures par semaine), et le personnel de maison et de restaurant (54 heures par semaine). La loi prescrit un repos hebdomadaire minimum d'au moins 24 heures consécutives. Les heures supplémentaires sont rémunérées à un tarif allant de 120 à 150 % du tarif horaire normal en fonction du montant et selon que le travail est effectué le week-end ou tard le soir. Le service obligatoire excessif est interdit. Les inspecteurs du ministère du Travail et de la Sécurité sociale sont chargés de surveiller l'application de ces normes, mais ils n'ont pas eu suffisamment de ressources pour bien accomplir leur mission.

L'État fixe les normes en matière de santé et de sécurité. Les inspecteurs et les médecins du travail, qui relèvent du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, sont chargés de surveiller l'application de ces normes, mais ils n'ont pas eu suffisamment de ressources pour bien accomplir leur mission. En septembre 2009, la Commission nationale de santé et de sécurité au travail a élargi la liste des maladies professionnelles, portant leur nombre de 44 à 99. La loi ne reconnaît pas au travailleur le droit de se soustraire aux situations dangereuses pour sa santé ou sa sécurité sans s'exposer à un licenciement.